

# Economie+ Gabon



## Georges Pandi, le roi de la course

Le créateur des Courriers Saint-Georges a démarré son entreprise en achetant deux vélos à crédit. Bien lui en a pris puisque sa société est sur une pente ascendante... qu'elle gravit aujourd'hui avec des véhicules motorisés !

Lire p. 8

## iPad2 : plus puissant, plus pratique !

CONSO

Présentation de la nouvelle tablette d'Apple qui arrive en force sur le marché européen. Un an après le lancement du iPad, la marque à la pomme passe à la vitesse supérieure en dotant cette deuxième version de fonctionnalités nouvelles et d'une rapidité d'exécution – forcément – accrue. Passage en revue de la nouvelle

venue, pour le plus grand plaisir des *techno-addicts*...

Lire p. 30



LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OP

## L'ESSENTIEL

### LASER

#### Affiner son influence

Comment développer son impact personnel, son charisme, afin d'amener vos interlocuteurs à vous écouter, à respecter vos opinions et, éventuellement, à suivre vos conseils ? Un questionnaire d'où il ressort que cette capacité dépend de trois facteurs déterminants, à découvrir dans ce numéro.

Lire p. 4

#### Grand ménage dans le secteur pétrolier



Depuis plus d'un an, l'Onep, le puissant syndicat pétrolier qui regroupe entre 4 000 et 5 000 employés, cherche à

promouvoir la « gabonisation » des postes dans le secteur. Pour soutenir cet objectif, plus de 300 personnes étaient rassemblées le 1<sup>er</sup> avril dernier à Port-Gentil devant le siège de Total Gabon. Retour sur les conséquences de ce mouvement et sur les réponses proposées par le Gouvernement.

Lire p. 6

### PAYS

#### Le Nigeria

Le pays anglophone a mis en place une vaste réforme de ses secteurs bancaire et financier dans l'objectif de créer un nouveau climat des affaires propice aux investissements. Des mesures qui devraient contribuer au développement de son énorme potentiel.

Lire p. 20

### IMMOBILIER

#### La maison écologique



Le principe d'une maison dite « écologique » repose sur l'idée de générer moins de pollution et de réduire les besoins en énergie de ceux qui y vivent. Pour y parvenir, deux notions essentielles sont à respecter : la conception générale du bâtiment et le type de matériau utilisé. Présentation, non exhaustive, de quelques produits pouvant répondre à cette exigence.

Lire p. 22

1 000 FCFA

## DOSSIER NTIC



De la téléphonie mobile à Internet, les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont révolutionné notre quotidien. Nous vous proposons un état des lieux sur la place qu'elles occupent au Gabon et un éclairage sur leurs perspectives de développement dans les années à venir, afin que le pays puisse tenir sa place dans l'économie numérique.

### MEDIAS

#### Les télévisions africaines fleurissent à Paris !



Le vent de démocratisation qui a soufflé sur le continent africain dans les années 1990 a permis à plusieurs pays de libéraliser ce secteur stratégique, conduisant à la création de près de 300 chaînes privées dans 44 pays d'Afrique subsaharienne qui se partagent 700 millions de téléspectateurs. Mais au-delà,

le continent a déployé son offre audiovisuelle dans la capitale française où l'importante diaspora francophone est avide de suivre des programmes forts d'une identité qui leur ressemble. Découverte de ces sociétés audiovisuelles pionnières. Lire p. 24

### AUTOMOBILE

#### L'automobile, plus que jamais high-tech

L'automobile revêt bien des symboles. Elle est un marqueur social pour les uns, un simple objet de convoitise pour d'autres. Dans la lutte effrénée qui oppose les constructeurs, mobilisés par la conquête de nouvelles parts de marché, les équipements numériques sont amenés à occuper une place de premier plan. Le dernier Salon international de l'automobile et accessoires qui s'est tenu à



Genève en mars dernier a dévoilé de nombreux prototypes où les services multimédias embarqués se taillent la part du lion. Lire p. 26

## EDITO

On les désigne par un sigle qui est répandu sur l'ensemble de la planète à la même vitesse que les informations que l'on transmet aujourd'hui aux quatre coins du globe. Les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) ont révolutionné le quotidien des usagers, les pratiques de travail, mais aussi l'environnement économique mondial. Au-delà de la fameuse bulle Internet qui a fait la fortune de certains et les désillusions de quelques autres, ces nouvelles technologies ont réussi la prouesse de créer des nouveaux métiers, mais surtout d'enraciner des besoins dont les générations futures auront peine à imaginer qu'ils puissent ne jamais avoir existé. Les trois principales formes sous lesquelles elles se déclinent (les télécommunications, l'informatique et l'Internet) produisent en effet du lien social, des savoir-faire au service du monde professionnel et de la recherche, des moyens d'accès à l'information et à une culture universelle. De surcroît, elles constituent un levier de croissance incontournable pour des pays qui, comme le Gabon, font le pari de l'émergence. Car c'est un fait, le pays ne peut être en reste de cette économie numérique que toutes les nations, à des degrés divers, tentent de développer. Un processus qui passe par un accroissement des capacités de formation à l'attention des jeunes Gabonais afin que tous puissent s'emparer de ces outils et devenir partie prenante du développement, inéluctable, du secteur tertiaire dans le pays. Enfin, l'accès à ces technologies pour le plus grand nombre reste un chantier de taille au Gabon. Un projet qui aboutira en conciliant volonté politique et compétitivité des professionnels du secteur, afin d'offrir les meilleures offres dans l'ensemble du territoire. En attendant cet avènement, *Gabon Eco +* vous propose dans ce nouveau numéro une belle rencontre avec l'entrepreneur Georges Pandi, un voyage au Nigeria, de l'écologie pour sa maison et du high-tech pour sa voiture, de la réussite audiovisuelle africaine à Paris... Des regards qui résultent du même ressort que celui qui a fait naître les nouvelles technologies : la curiosité. A bientôt pour un prochain numéro.

JEAN-PIERRE PONT

## Sommaire

### Laser

- Comment affiner son influence ? p. 4  
Grand ménage dans le secteur pétrolier p. 6

### Rencontre

- Georges Pandi, le roi de la course p. 8

### Dossier NTIC

- La révolution high-tech est en marche p. 10  
Internet pour tous : bientôt une réalité ? p. 12  
Les NTIC au Gabon, entretiens avec :  
David Porte p. 14  
Max Mouloungui p. 15  
Docteur Moïse Modandi Wa-Komba p. 16

### Pays : le Nigeria

- Une vaste réforme du secteur bancaire et financier p. 20

### Immobilier

- A la découverte de la « maison écologique » p. 22

### Médias

- Les télévisions africaines fleurissent à Paris ! p. 24

### Automobile

- L'automobile, plus que jamais high-tech p. 26

### Conso

- iPad2 : plus puissant, plus pratique ! p. 30  
Les bonnes table de *Gabon Eco +* p. 31

Des recherches **approfondies** pour des solutions sur mesure



## UBA Africash

*L'Afrique... Unie par un service de transfert d'argent*

- Transfert d'argent en temps réel
- Paiement en monnaie locale ou en devises

DÉJÀ DISPONIBLE DANS TOUTES LES AGENCES UBA À TRAVERS LE MONDE...

Afrique • Londres • New York • Paris

www.ubagroup.com

Africa's global bank

### RÉDACTION

Rédacteur en chef : Johann Freixas  
+241 07 97 02 55 assisté de  
Rebecca Ntsame

Secrétaire générale de la rédaction :  
Didier Bras

Directeur artistique : Jean-Noël Dubois  
Maquettistes : Aurélie Landeau et  
Nathalie Pointlane

Webmaster : Prune Pont-Benoit

Ont participé à ce numéro : Stéphane  
Amani, Marc Amayong, Stéphane Bahi,  
Jean de Dieu Zok Endong, Diego Essandone,  
Dorcas Lasme Adou, Christiane Reveno.

### GESTION ET ADMINISTRATION

Directeur de la publication :  
Bertrand Michael Moundjoukou.

Assistante administrative et commerciale :  
Mabelle Clothilde Ambani : +241 07 12 61 00  
ambanimabelle@yahoo.fr

Chef de Publicité Gabon :  
Laure Chatelier - +241 07 47 74 77 - laurechatelier@hotmail.com  
Esther Ludeau - +241 03 14 00 38 - e.ludeau@yahoo.fr

Gérant :  
Philippe Chandezon +241 05 31 70 00 - pchandezon@yahoo.fr

Co-gérant :  
Jean Pierre Pont - jeanpierrepont@gmail.com

Régie internationale :  
MOBILITY MEDIA AGENCY : +33 6 83 14 43 08

### INFORMATIONS LÉGALES

MOBILITY MEDIA AFRICA : Sarl au capital de 20.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428 - Numéro statistique : 071619 R  
Siège social : immeuble BICP, BP 4562 Libreville Gabon - Editeur de : ECONOMIE GABON + - Révisé de déclaration de  
constitution d'un organe de presse : N°0165/ MCPEN/SG/DCOM du 3 Juin 2010 - Site Internet : www.economie-gabon.com  
Impression : Groupe RICCOBONO 115, chemin des Valettes, 83490 Le Muy, France - Tirage : 10 000 exemplaires

# Comment affiner son **influence** ?

**S**i vous avez suivi nos recommandations avec objectivité dans l'exercice de l'analyse SWOT, peut-être avez-vous aujourd'hui une vision plus nette de vos atouts, de vos compétences, mais aussi des facettes de votre personnalité ou des lacunes qui ralentissent votre progression, ou encore des menaces qui vous entourent et des opportunités que vous pouvez saisir. Soit une somme de connaissances sur soi de nature à améliorer son potentiel personnel. Mais l'activité humaine se définit par la relation sociale et l'interaction entre ses membres. La rencontre des points de vue produit un rapport de force subtil qui se traduit par la capacité de l'une ou l'autre des parties en présence à faire valoir sa force de conviction. Avoir de l'influence suppose un impact personnel, un charisme qui amène la personne en face à vous écouter, à respecter vos opinions et éventuellement à suivre vos conseils. Cet espèce de magnétisme qui capte de façon spontanée l'attention de votre entourage est présent de façon naturelle chez certaines personnes qui ont la capacité d'éveiller l'intérêt de leurs interlocuteurs. Mais pour d'autres, c'est un art qui s'acquiert avec de la volonté et par un entraînement permanent.

## La règle de trois

L'influence que vous distillez sur votre entourage ou sur les personnes que vous rencontrez occasionnellement dépend de l'impression que vous dégagez, c'est-à-dire de sa conformité avec la personne que vous êtes vraiment. Et au-delà des premières impressions, par définition fugaces, l'image que vous renvoyez est vé-

**Après avoir exploré dans notre dernier numéro de Gabon Eco + le processus de l'analyse SWOT du point de vue personnel, nous vous proposons aujourd'hui de nous pencher sur la dimension relationnelle et la capacité à influencer ses interlocuteurs. Petit passage en revue de quelques notions clés pour parvenir à ses fins.**



hiculée par trois facteurs déterminants : le contenu de vos propos et les valeurs qui s'en dégagent, mais aussi votre apparence et votre gestuelle.

Pour ce qui concerne le premier point, une anecdote historique illustre l'importance de la notion d'altérité dans l'échange humain, autrement dit la reconnaissance de l'autre. Au XIX<sup>e</sup> siècle, en Angleterre, sous le règne de la reine Victoria, deux hommes briguaient la fonction de Premier ministre : Disraeli et Gladstone. L'enjeu était crucial car celui qui était possesseur de ce titre dirigeait presque la moitié du monde entier. Une journaliste les ayant rencontrés donna ses impressions sur chacun des candidats : « Au terme de mon déjeuner avec Gladstone, je me suis dit qu'il était l'homme le plus intelligent que j'aie jamais rencontré de toute ma vie, mais après avoir fini de dîner avec Disraeli, je me suis rendu compte que j'étais la femme la plus intelligente qu'il ait jamais rencontrée... »

Devinez qui remporta la mise ? Disraeli bien sûr. Cet exemple renvoie à l'idée

que l'influence que nous exerçons est fonction de la façon dont on se préoccupe de l'égo de nos interlocuteurs : en ressentent-ils grandis ou diminués ? C'est aussi le secret des grands communicants : savoir faire passer un message en suggérant que l'on est dans l'oubli de soi, dans la prise en compte de l'autre, et dans une logique d'intérêt commun.

Quant à la notion d'apparence, il est nécessaire de prendre en compte l'idée selon laquelle les gens apprécient ceux qui leur ressemblent. Intuitivement, la première question que l'on se pose en rencontrant quelqu'un consiste à se demander si l'image qu'il renvoie témoigne d'une certaine crédibilité. La tenue vestimentaire est signifiante et incarne l'adage selon lequel l'habit fait le moine.

Certains en voulant être différents, l'ont appris à leurs dépens. Si vous voulez réellement être influent, habillez-vous comme ceux que vous voulez influencer afin de favoriser une identification à des valeurs communes.

**L'image que vous renvoyez est véhiculée par trois facteurs déterminants : le contenu de vos propos et les valeurs qui s'en dégagent, mais aussi votre apparence et votre gestuelle.**

Enfin, le corps humain est révélateur des tensions qui peuvent parfois parasiter l'esprit. Si la désinvolture est évidemment à proscrire, la décontraction rassure et renvoie à l'idée que l'on est maître de soi et cohérent sur ses valeurs. Dans une relation commerciale, cette assurance que l'on dégage renforce la valeur des produits ou services que l'on souhaite vendre et annihile toute forme de doute ou de méfiance chez son interlocuteur.

DORCAS LASME ADOU

# Parce que le FRET est aussi notre métier



**GABON** logistics  
AIRLINES

Direction Fret 44 25 15 - Fax 44 25 16 • Représentation Port-Gentil 05 93 80 23 - Fax 56 49 01

[www.gabonairlines.com](http://www.gabonairlines.com)



# Grand ménage dans le secteur pétrolier

Alors que les autorités multiplient les réformes visant à mieux gérer la manne pétrolière et à attirer les investisseurs étrangers, les partenaires sociaux ont obtenu un recensement complet des employés du secteur afin de filtrer les travailleurs étrangers en situation irrégulière.



Après le mouvement de grève lancé par l'Onep, les opérateurs pétroliers ont pu reprendre leurs activités. Et pour répondre aux préoccupations des professionnels gabonais du secteur, le Gouvernement a dévoilé une série de mesures qui devraient permettre une meilleure représentation des travailleurs locaux dans ce domaine stratégique.

À n'en point douter, le secteur pétrolier gabonais entre dans une ère nouvelle. Après les grandes réformes administratives et les opérations de marketing internationales, c'est au tour des ressources humaines de se préparer à un vent de réformes. Depuis plus d'un an, l'Organisation des employés du pétrole (Onep), le puissant syndicat pétrolier qui regroupe entre 4 000 et 5 000 employés, cherche à promouvoir la « gabonisation » des postes dans le secteur. Après plusieurs épisodes de négociations stériles, la centrale syndicale a déposé fin mars un préavis de grève dans

l'objectif de bousculer les autorités. « L'administration est incapable de faire respecter les lois du travail au détriment des Gabonais. Il est plus difficile de réveiller quelqu'un qui fait semblant de dormir que quelqu'un qui dort. Cela fait sept ans que nous dénonçons les problèmes. Nous étions en grève en 2004, en 2006, en 2007, en 2008 et en 2010 pour les mêmes problèmes. Cette fois-ci nous voulons une rupture entre les anciennes pratiques et les nouvelles », annonçait Guy-Roger Aurat Reteno, secrétaire général de l'Onep. Ce qui a amené le gouvernement à annoncer, à l'issue du Conseil des ministres qui s'est tenu le 30 mars à Makokou, qu'il allait « com-

mettre un audit du secteur. Cet exercice permettra de mieux cerner les flux financiers issus de l'industrie pétrolière et de renforcer sa gouvernance en termes de production, de traçabilité des ressources humaines et d'équipement. Les résultats de cet audit sont hautement attendus en vue de la prise de mesures appropriées ».

#### Des perturbations à Libreville et Port-Gentil

Mais l'Onep a considéré cette réponse insuffisante et a déclenché le 31 mars dernier une grève générale illimitée, réclamant l'adoption d'un nouveau décret pour réglementer l'emploi de la main-d'œuvre étrangère. « Notre revendica-

tion n'a pas changé. Il y a un seul point : la publication d'un décret réglementant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère et abrogeant tous les autres textes vieux de plus de quarante ans. A compétence égale, il faut une préférence nationale pour l'emploi d'un Gabonais. S'il n'y a pas de compétence au Gabon, alors pas de problème, on emploie un étranger », explique le secrétaire général adjoint de l'Onep, Landry Ivala. Dès le lendemain, des perturbations se sont fait sentir à Libreville et Port-Gentil, où les automobilistes ont commencé à faire de réserves de carburant, alors que l'Onep assurait que les stocks devaient permettre d'atteindre « une autonomie d'environ 72 heures en consommation normale ».

Le 1<sup>er</sup> avril, plus de 300 personnes étaient rassemblées à Port-Gentil devant le siège de Total Gabon pour tenir le piquet de grève. Il a fallu moins d'une journée pour que le mouvement produise ses premiers effets. Le jour même, le groupe pétrolier français Total Gabon a confirmé l'arrêt de sa production. « Nous avons arrêté la production aujourd'hui pour la mise en sécurité des installations », a simplement expliqué le porte-parole du groupe à Paris. Selon Guy Roger Aurat Reteno, étant donné que le syndicat regroupe huit employés du pétrole sur dix, 50% de la production devait s'arrêter dès la première journée de grève, et le reste dans les 48 heures suivantes. Le lendemain, Shell suspendait également ses activités, avec pour conséquence de grosses perturbations du trafic observées à Libreville où les voitures s'entassaient dans les stations-services avec l'espoir de remplir quelques litres de carburant.

#### La réaction du Gouvernement

C'est le 4 avril que le Gouvernement est parvenu à trouver une issue à la crise en prenant des mesures fermes et radicales. Après concertation avec la centrale syndicale, il a pris la décision de recenser dans les prochaines 48 heures tous les étrangers en situation irrégulière et de procéder à leur expulsion dans les cinq jours qui suivent le recensement. Le Gouvernement prévoit, outre cette mesure, de créer une commission chargée d'étudier les dossiers d'admissions des travailleurs étrangers, de renforcer l'Office national de l'emploi par lequel vont transiter toutes les prochaines offres d'emploi, de financer la formation de 500 conducteurs gabonais de poids lourds et de mettre en place des contrôles et des sanctions éventuelles pour les entreprises.

L'annonce est venue mettre un terme immédiat au mouvement de grève lancé quatre jours plus tôt et au spectre de la pénurie qui affolait déjà les opérateurs éco-

nomiques. Quatre jours de grève qui n'auraient pas laissé indemnes les entreprises du secteur et l'Etat, qui détient généralement 25% des parts des compagnies installées sur son territoire. Les pertes occasionnées à l'Etat gabonais et aux entreprises pétrolières par ce mouvement de grève sont en effet de l'ordre de 60 milliards de francs CFA. « L'Etat et les entreprises pétrolières ont perdu 15 milliards de FCFA par jour », affirme Guy Aurat Reteno, le secteur générant en effet encore environ 60% des revenus de l'Etat. En mars 2008, l'arrêt total de l'activité chez le seul Shell Gabon avait entraîné un manque à gagner de plus d'un milliard de francs CFA par jour pour l'Etat gabonais. Une série de concertations avec l'Onep et l'Union pétrolière gabonaise (Upega) a été programmée par les autorités pour suivre la mise en œuvre de ces réformes.

#### Un audit et des études comparatives

Parallèlement, l'audit des finances publiques commandité par le président Ali Bongo devrait aussi permettre de « mieux cerner les flux financiers issus de l'industrie pétrolière, et renforcer sa gouvernance ». Cet audit sera conduit par le cabinet Alex Stewart International et devra mettre à jour l'efficacité des pratiques opérationnelles en matière technique, économique, juridique et fiscale de la Direction générale des hydrocarbures et de la direction générale des impôts ; mais aussi contrôler les opérations d'exploration, de production, d'exportation et de commercialisation des opérateurs du

secteur afin de déterminer le niveau de conformité de chaque société pétrolière à ses obligations contractuelles de concession ou de partage de production. Ce passage au crible de l'architecture du secteur pétrolier permettra également d'effectuer une étude comparative des contrats de concession et de partage des profits si-

République gabonaise. Des réformes qui devraient s'accompagner de l'entrée en vigueur « dans les meilleurs délais, d'une législation en matière des modalités d'emploi des travailleurs étrangers en République gabonaise. Il s'agit de définir les critères objectifs d'adéquation offre et emploi afin qu'à qualifications et compétences égales,



gnés par chaque société pétrolière avec le Gouvernement sous des normes internationales établies et autres contrats similaires dans les pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe ainsi que sur les continents américains, en vue de déterminer si les termes de ces contrats sont avantageux ou non pour la

la préférence soit donnée aux travailleurs gabonais pour s'assurer d'un transfert de compétences nationales ». Le mot d'ordre est lancé, le pétrole gabonais doit rapporter aux Gabonais ! L'occasion pour le Gouvernement d'annoncer la mise en place effective de la Gabon Oil Company (GOC)

et de la Compagnie équatoriale des mines (CEM), qui vont permettre au pays « de mener à bien tout le processus visant à l'exploitation des gisements stratégiques seul ou avec d'autres partenaires ».

#### Un mouvement sans conséquence pour les projets en cours

Sans rancune pour Total Gabon qui vient d'annoncer l'allocation d'une enveloppe de 20 milliards de FCFA afin de financer les travaux de réhabilitation de l'aéroport de Port-Gentil, au titre de la Provision pour investissement diversifié (PID). Le chantier, qui doit démarrer dans le courant du mois d'avril consiste à transformer l'actuel aéroport en un aéroport de classe internationale pouvant accueillir des avions gros porteurs de type Boeing 777. La convention a été signée par le directeur général de Total Gabon, Jean-Philippe Magnan, et le ministre gabonais des Transports, Julien Nkoghé Bekalé, et concerne l'agrandissement de la piste d'atterrissage, de l'aérogare et du pavillon présidentiel. Selon les dirigeants de Total Gabon, le premier vol commercial pourrait avoir lieu avant la fin de l'année 2011. En attendant, une aérogare provisoire sera mise en place afin d'assurer la gestion du trafic quotidien de passerager dans la cité pétrolière. De quoi rassurer les nombreux investisseurs étrangers qui se bousculent au Palais du bord de mer depuis mi-2010 pour prendre part à la mise en vente des 42 blocs pétroliers en offshore profond et ultraprofond qui promettent déjà de belles découvertes.

MARC AMAYONG

# Géant CKdo

## Joyeuses Pâques



**HORAIRES:**  
**DU LUNDI AU JEUDI DE**  
**8H30 A 12H30 ET DE 15H A 20H**  
**LE VENDREDI DE 8H30 A 21H**  
**SANS INTERRUPTION**  
**LE SAMEDI DE 8H30 A 20H**  
**SANS INTERRUPTION**






# Georges Pandi, créateur des Courriers Saint-Georges Le roi de la course

**Lancés en 1997 à Port-Gentil avec deux vélos achetés à crédits, les Courriers Saint-Georges comptent aujourd'hui une vingtaine d'employés et la société a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de près de 130 millions de francs CFA. Une belle aventure qui s'est forgée sur la base de valeurs d'humilité et de pragmatisme.**

La quarantaine passée, un visage qui reflète autant de sympathie que d'assurance, Georges Pandi est de ces chefs d'entreprises qui savent faire de leur métier une passion, et de leur passion un succès. Né le 11 janvier 1967 à Bakoumba, dans la province du Haut-Ogooué (au sud-est du Gabon), Georges Pandi suit ses études primaires à Mamidi, une petite localité du département, avant de rejoindre Bakoumba. Au secondaire, il quitte sa ville natale pour Franceville, la capitale provinciale, à quelque 200 km de son berceau. Il y restera jusqu'en 1985, à l'obtention de son baccalauréat, avant de s'envoler pour Port-Gentil, la capitale économique, où il intègre en 1986 l'école de commerce. Il obtient son diplôme en 1990 avec option comptabilité. Jusqu'ici, rien ne le prédestine aux métiers de la distribution, si ce n'est quelques petits boulots d'été qui lui permettent de financer ses études. « *Quand j'étais à l'école de commerce, pendant les vacances, de mi-juillet à mi-août, j'assurais souvent l'intérim d'un coursier qui travaillait à UTA (aujourd'hui devenu Air France). Quand il revenait, moi, je parlais en vacances et cet argent me permettait de préparer la rentrée scolaire* », se souvient-il. A la fin de ses études, il passe neuf mois à la Citibank avant de postuler, en 1991 à la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Gabon (Bicig), l'une des plus prestigieuses du pays. La Bicig est séduite par son profil et, le 21 juillet 1992, il intègre l'équipe port-gentillaise de la banque. « *Quand je suis arrivé à la Bicig je n'avais pas vraiment d'expériences, donc j'ai évolué dans un peu tous les services* », explique-t-il. De la caisse, où il gravit les échelons jusqu'au poste de caissier principal, à la gestion des guichets automatiques de banques, il termine aux cautions, un service qui gère la banque sur le plan administratif. C'est lors de son affectation dans ce service que la banque décèle en lui des qualités relationnelles et lui propose un stage de quatre mois à Libreville pour devenir gestionnaire clientèle.

## Une inspiration qui naît devant le petit écran

En 1998, il suit son stage dans la capitale et devient à son retour à Port-Gentil gestionnaire clientèle particulier, section primat. Un poste qu'il occupera jusqu'en 2006. « *Mais pendant cette période, je dois dire que j'ai eu des passages à vide. Ma situation familiale m'a poussé vraiment à me recroqueviller et je passais beaucoup de temps à la maison, à lire, à suivre la télévi-*



Le recours aux véhicules motorisés a permis à la société de Georges Pandi de développer son activité et de booster progressivement son chiffre d'affaires.

sion. C'est ainsi que sont nés les Courriers Saint Georges, le 4 février 1997. J'étais en train de suivre un documentaire de l'émission de France 2 Envoyé spécial dans lequel on parlait d'un coursier à Paris. J'ai suivi le documentaire très attentivement et, le lendemain, l'idée germait déjà », se plaît-il à relater. « *Mais j'avais quoi ? Rien du tout ! Je n'avais rien pour décoller. Sauf que j'avais une idée, celle d'emprunter* », poursuit-il. A cette époque, la Banque gabonaise de développement (BGD) avait développé des points crédits qui permettaient aux particuliers d'acquiescer du matériel à crédit dans certains magasins de la ville. « *Je suis allé à Sogame Equip' (qui est devenu aujourd'hui CK2) où j'ai pris à crédit deux vélos tout-terrain, et c'est là le point de départ des Courriers Saint Georges !* »

A la même période, l'agence Gabon Voyages, confrontée à une baisse de régime dans son volume d'activités, s'approprie à licencier son coursier. « *On m'a proposé de reprendre ce coursier et de signer un contrat avec ma société. J'ai accepté et ce fut le premier contrat des Courriers Saint Georges.* » Un contrat qui s'élevait

à 60 000 FCFA par mois et qui fixait également le salaire du coursier, réembauché à 50 000 FCFA. « *Je n'avais que 10 000 FCFA de bénéfice mais ce n'était pas grave puisque j'avais signé un contrat, quelqu'un m'avait fait confiance et c'était ça le principal.* » C'est le second contrat signé par Georges Pandi qui va se révéler le plus déterminant pour l'essor de la société. Lors de son passage à la Citibank en 1990, il rencontre Loïc Emery, aujourd'hui propriétaire de la société informatique CIS et qui a lancé ses activités à peu près dans le même temps. « *Je lui ai demandé de m'aider en me signant un petit contrat. C'est donc avec lui que j'ai signé mon deuxième contrat et que j'ai commencé à croire vraiment en l'activité. Et aujourd'hui CIS est notre premier client !* », poursuit-t-il.

## Un développement maîtrisé

Grâce au stage rémunéré qu'il part suivre à Libreville en 1998, il constitue une épargne qui lui permet d'acheter son premier scooter à son retour à Port-Gentil. L'activité devient de plus en plus sérieuse mais ses capacités restent insuffisantes pour satisfaire la de-

mande. Chemin faisant, le bouche-à-oreille opère déjà son effet et les clients viennent grossir le portefeuille client des Courriers Saint-Georges. Mais pour le fondateur de la jeune entreprise, « *l'activité a réellement commencé à décoller en 2001/2002. De 1998 à 2000, mon chiffre d'affaires était d'environ 5 millions FCFA par an, mais dès l'année suivante il est passé à 25 millions* ». Ces résultats viennent alimenter la confiance et les ambitions du jeune entrepreneur. Cependant, au fil des années, l'acquisition de quelques scooters d'occasion se révèle insuffisante et Georges Pandi décide en 2004 de solliciter un crédit à la Société gabonaise de crédit automobile (Sogaca, aujourd'hui devenue Alios Finances) pour enrichir son parc d'un scooter flambant neuf. L'opération est un succès et, en 2005, la Sogaca accepte de lui préfinancer un pick-up. « *C'est là que l'activité a vraiment décollé puisque de 25 millions de chiffre d'affaires nous sommes passés à 30 millions l'année suivante, puis à 35 millions, etc.* »

Face au succès de son activité, Georges Pandi décide en 2006 de démissionner de la Bicig pour se consacrer entièrement aux Courriers Saint-Georges. Une décision qui aura un réel impact sur le développement de l'entreprise. Nouvelle organisation administrative et comptable, établissement de processus de travail, mise en place des procédures de contrôle, Georges Pandi va réaliser à cette période un travail de titan pour structurer son activité et lui assurer un soubassement solide. Cinq ans plus tard, il s'en félicite car selon lui, « *il ne faut pas trop se disperser. C'est comme les fondations d'une maison, si vous voulez monter une maison à cinq ou six niveaux, il vous faut des fondations très solides pour les supporter. C'est la même chose pour l'entreprise : quand elle est encore petite, il faut poser beaucoup de bases, par exemple dans l'organisation et les procédures, c'est très important parce que lorsque l'activité prend de l'ampleur, cela vous permet d'en avoir le contrôle. Notre politique consiste donc d'abord à consolider les acquis, à être plus proche de la clientèle, à leur écouter, et ce sont eux qui, progressivement, nous élèvent* ».

## Des activités qui se diversifient

En 2006, le chiffre d'affaires passe à 40 millions de FCFA puis l'année suivante, comme il est encore sous le régime fiscal des 9,5%, ce qui commence à représenter une charge importante au regard de l'évolution du chiffre d'affaires, il décide de demander l'assujettissement à la TVA. « *En interne, nous avons dû mettre en place une organisation plus rigoureuse encore afin de pouvoir reverser la TVA à temps* », précise l'entrepreneur. En 2007, le chiffre d'affaires poursuit sa courbe ascendante en atteignant 60 millions de FCFA, pour continuer depuis de croître d'environ 30% par année. Car à la consolidation des acquis, Georges Pandi a su allier une diversification stratégique de son activité. « *Aujourd'hui nous avons un parc très important avec vingt scooters et cinq véhicules à quatre roues. A partir de 2008, nous nous sommes aussi déployés à Libreville où nous avons une agence avec cinq collaborateurs sur place. Notre activité ne repose plus seulement sur l'acheminement du courrier, nous avons essayé de l'étendre, de réfléchir. Nous nous sommes dit que nous devions mettre en place chaque année un produit nouveau mais sans s'éloigner pour autant de notre centre de gravité qui est le courrier. Aujourd'hui, nous assurons par exemple la distribution des journaux. Par ailleurs, nous avons remarqué que les entreprises basées à Port-Gentil éprouvaient des difficultés à déposer à temps leurs déclarations d'impôts à la Direction des grandes entreprises (DGE) de Libreville. De ce fait, nous faisons désormais le relais : nous récupérons les déclarations*

*dans la capitale, nous les déposons en lieu et place et nous ramenons les quittances. De plus, c'est une solution qui coûte moins cher à l'entreprise que d'envoyer une personne avec des frais de mission. Nous faisons également du fret pour acheminer des marchandises de Libreville à Port-Gentil, ou inversement* », explique-t-il.

## Des valeurs de sagesse

Dans les locaux de Port-Gentil où s'alignent aujourd'hui des scooters flambants neufs, Georges Pandi emploie une quinzaine de personnes dont un comptable, une assistante de direction, un coordinateur et des coursiers. « *Je n'ai pas de commerciaux parce que chez nous la politique n'est pas de démarcher. Nous optons pour une approche simple : nous avons déjà une clientèle, un fond de commerce et, pour se développer, nous devons commencer par gérer notre base de clientèle. Ce sont ces clients satisfaits qui vont en amener d'autres. Grâce à cette politique, nous maîtrisons mieux le développement de l'activité. En démarchant, imaginez que dix clients viennent s'ajouter en même temps à notre base, aurions nous les capacités de satisfaire cette demande sans faire baisser la qualité de service que nous devons à nos clients habituels ?* », interroge-t-il. Et

quand on lui parle de concurrence, il y voit davantage une motivation qu'une difficulté : « *Je me suis concentré sur Port-Gentil car avant d'aller plus loin, il faut que les bases soient solides. Donc nous avons travaillé de fond en comble à Port-Gentil. Et puis une concurrence saine est une très bonne chose pour la clientèle. De surcroît, c'est aussi un baromètre pour les entreprises parce que la présence des confrères m'amène à ajuster, à améliorer la qualité des services, à innover, à être plus proche de la clientèle pour préserver ce fond de commerce. Et pour le préserver il faut être à l'écoute.* » Et en dépit des excellents résultats actuels de son entreprise, Georges Pandi souhaite rester fidèle à des valeurs de sagesse. « *2010 a été la plus grande année parce que notre chiffre d'affaires a encore augmenté de 30% pour atteindre 130 millions de FCFA. Je pense que 2011 sera encore meilleur mais je ne suis pas pressé d'augmenter mon chiffre d'affaires, je cherche d'abord à vraiment consolider la base* », martèle ainsi l'entrepreneur.

## De la capacité d'objectiver ses dépenses

De cette riche et passionnante expérience, Georges Pandi a appris les leçons essentielles de l'entrepreneuriat. « *Comme je le dis*

*souvent à mes collaborateurs, ce n'est pas le montant que l'on gagne qui est important, on peut avoir un revenu élevé ou bas, l'essentiel est ce que l'on en fait. C'est-à-dire quelles dépenses vais-je effectuer avec le peu que je gagne ? On peut réaliser beaucoup avec peu de moyens, il suffit d'être raisonnable et d'engager des dépenses objectives parce que si je n'ai pas d'outil de travail tout en ayant une clientèle, je risque de la perdre à défaut de pouvoir répondre favorablement à leurs besoins. Chez nous, l'outil principal est le véhicule, donc si je n'oriente pas mes dépenses dans ce sens, les dépenses ne sont pas objectives. A mes chers frères qui veulent se lancer, je leur conseille de ne pas forcément démarrer avec des capitaux importants mais avec le peu qu'ils possèdent, en engageant des dépenses objectives.* » Quand à l'avenir, Georges Pandi le voit bien au-delà du berceau de la cité pétrolière. « *Je pense que le Gabon est assez grand, j'ai commencé à Port-Gentil puis je me suis étendu à Libreville mais l'objectif premier reste d'étendre ce service un peu partout. Les entreprises ont des besoins à l'intérieur. Je pense qu'il faut créer ce besoin chez le client en s'installant progressivement dans certaines localités. Alors c'est vrai, ce n'est pas pour aujourd'hui. Mais une entreprise ce n'est pas pour un seul jour, ou pour une seule année, c'est pour la vie. Et puis j'ai certes créé les Courriers Saint Georges mais il faut que je prépare la succession. Je pense qu'elle aura plus d'ardeur et pourra peut-être réaliser ce rêve de devenir un coursier national, et pourquoi pas international... »*

JEAN DE DIEU ZOK ENDONG

# ALIOS FINANCE notre monde vous est ouvert :

## Rejoignez le mouvement !



Siège BP 63  
Quartier Glass  
Tél 76 08 46  
Fax 76 01 03

Agence Particuliers  
Centre Ville  
Galerie Pernelle  
Tél 76 10 70  
Fax 76 10 68

Port-Gentil BP 1510  
Nouveau Port  
Tél 56 84 73  
Fax 56 84 76

[www.alios-finance.com](http://www.alios-finance.com)

ALIOS  
FINANCE  
GABON

Plus proches pour aller plus loin

# La révolution high-tech est en marche

Avec le boom de la téléphonie mobile, la percée d'Internet et la vulgarisation de l'outil informatique, les Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ont pénétré tous les segments de l'économie gabonaise. Etat des lieux d'un secteur en constante évolution qui révolutionne l'exécution des tâches et dévoile chaque jour de nouvelles marges de croissance.



Le développement de l'Internet haut débit devrait bénéficier de la mise en service imminente du câble ACE et le déploiement de la fibre optique allant de Libreville à Mayumba, avec une boucle sur Port-Gentil.

« Nouvelles technologies de l'information et de la communication, NTIC », le sigle est sur toutes les lèvres, incarnation d'un sursaut économique tant attendu. Mais que sont concrètement les NTIC ? Il s'avère très périlleux d'en dresser une liste exhaustive tant le secteur est en perpétuel renouvellement. Au Gabon, elles se déclinent principalement en trois segments qui sont la téléphonie mobile, l'Internet et l'informatique. Viviers pour l'emploi et sources de valeur ajoutée, leur impact sur les autres secteurs d'activités est également très important. Un exemple concret ? « Les NTIC entraînent une véritable révolution dans les moyens de communications, fluidifiant les échanges et permettant une gestion optimale du temps et des coûts. Le téléphone mobile est un outil qui sert à gérer le temps et à gérer les urgences. Par exemple, un pêcheur du Pont Nomba qui revient de sa pêche avec sa cargaison de poisson au large de

Libreville, peut déjà prévenir sa clientèle pour lui donner rendez-vous au port. Cela lui permet de gagner du temps, de vite écouler son stock et de repartir sans risquer de faire périr ses marchandises », explique ainsi Moïse Modandi, docteur en sciences de l'information et de la communication. Les avancées constantes des solutions informatiques révolutionnent aussi le monde du travail. Chaque année, de nouveaux logiciels spécialisés permettent aux opérateurs de mieux gérer leur temps, leurs stocks, leur clientèle... Sans compter les progrès d'Internet qui permettent d'asseoir progressivement la place du Gabon dans le grand bal de l'« économie-monde ».

#### Une marge de progression importante au Gabon

Selon le dernier rapport de l'Union internationale des télécommunications (UIT) intitulé « Mesurer la société de l'informa-

tion 2010 », le Gabon arrive en huitième position africaine en matière d'indice de développement des technologies de l'information et de la communication. Une position valorisante qui serait principalement due au boom de la téléphonie mobile dont le nombre d'abonnés a été multiplié par 180 entre 1990 et 2009. Le nombre de personnes qui se connectent à l'Internet s'accroît également d'une année sur l'autre. Tandis que la moyenne africaine est de 4,72 abonnés Internet pour 100 habitants, le Gabon compte déjà 5,76 abonnés Internet pour 100 habitants, ce qui le place au-dessus de la moyenne africaine. Depuis mai 2002, Libreville est raccordée au câble sous-marin à fibres optiques SAT3 qui relie l'Afrique à l'Europe. Un atout qui a offert au Gabon une belle marge de progression dans le domaine des NTIC, même si le développement de ce marché aurait pu être accéléré par des facilités d'accès à ce débit. La va-

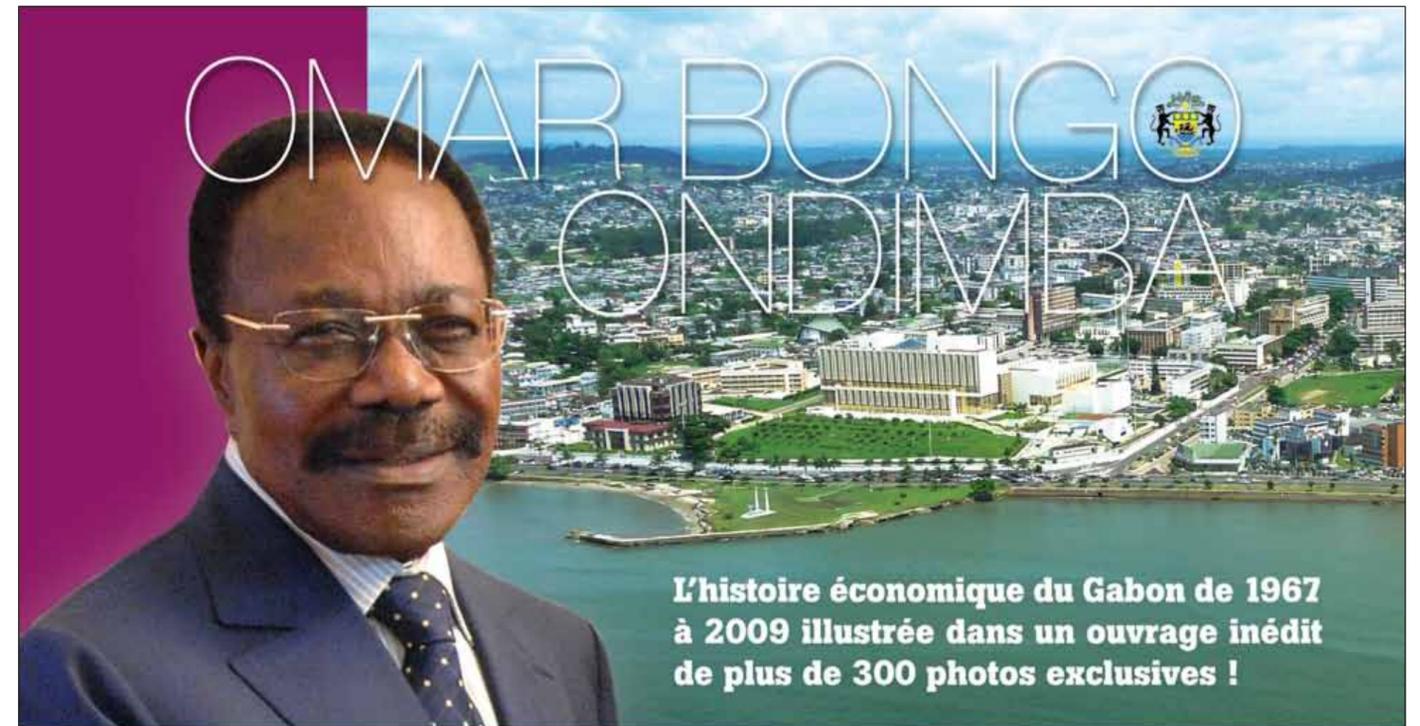
leur ajoutée induite par ces nouvelles technologies a des effets immédiats sur la productivité gabonaise en matière de services, de commerce et de production. Aussi, le développement de l'Internet haut débit est en bonne place des actions mises en œuvre par les autorités pour impulser un nouveau souffle à la croissance économique. Notamment avec la mise en service imminente du câble ACE et le déploiement de la fibre optique allant de Libreville à Mayumba avec une boucle sur Port-Gentil. Dans cette optique, la cité pétrolière a déjà relancé les travaux d'aménagement de la zone franche de l'île Mandji. Une opération qui devrait également apporter une meilleure connexion aux pétroliers dans la région de Gamba, autre pôle de développement économique situé dans le sud de la province de la Nyanga. Les NTIC sont sans conteste un levier de développement économique promis à un avenir dynamique au Gabon. L'installation de haut niveau permettra le déploiement de nouveaux services et de nouveaux métiers dans les domaines de la banque et de la finance, des postes et télécommunications, de la formation et des médias.

#### Des projets pour soutenir le développement du secteur

Mais pour ce secteur en perpétuel renouvellement, il faut aux opérateurs une réactivité sans faille pour développer et répandre ces technologies qui révolutionnent nos vies professionnelles et sociales. Aujourd'hui, la gestion et le transport des données ont pris une place déterminante pour les entreprises et dans l'optique d'atteindre une circulation optimale, il est nécessaire de bâtir ce que les professionnels appellent « les autoroutes de la communication ». « Quand vous êtes une entreprise et vous avez un bureau à Port-Gentil et un autre à Libreville, vous voulez travailler sur le même réseau, avec le même serveur, le même switch, etc. Aujourd'hui c'est compliqué parce que les routes de télécommunications entre Libreville et Port-Gentil sont faibles ou trop chères. Souvent, l'aspect financier

## Top 10 des pays africains (indice de développement des NTIC)

1	Tunisie
2	Afrique du Sud
3	Egypte
4	Maroc
5	Algérie
6	Cap-Vert
7	Botswana
8	Gabon
9	Namibie
10	Swaziland



L'histoire économique du Gabon de 1967 à 2009 illustrée dans un ouvrage inédit de plus de 300 photos exclusives !

Découvrez toutes les transformations initiées par OMAR BONGO ONDIMBA dans tous les domaines de l'économie



Les travaux de désenclavement du pays à travers l'épopée du Transgabonais, les grands chantiers de rénovation des villes, l'exploitation des ressources locales, le développement des télécommunications et des outils d'information... Des images que l'on parcourt comme un voyage dans le temps et qui révèlent le rôle de bâtisseur du Président Omar Bongo Ondimba.

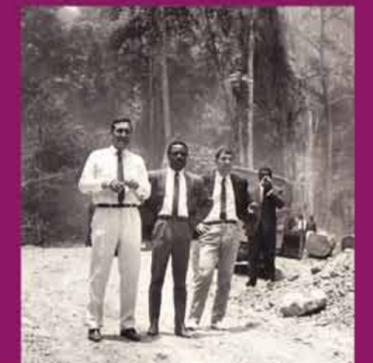
Un livre unique de 172 pages, premier tome d'une trilogie, édité par Mobility Media Africa, pour un cadeau d'entreprise exceptionnel...

172 pages - Prix de vente public 40 000 FCFA

Disponible à Libreville dans les points de vente suivants : Kiosque de l'hôtel Laico Intercontinental • Boutique Select (Galerie de MBolo) • Mbolo (grande surface) • Librairie du Komo • Kiosque du Méridien Re-Ndama • Maison de la presse.



Pour toutes commandes en volume, contactez Laure CHATELIER - 07 47 74 77 - laurechatelier@hotmail.com ou Esther LUDEAU - 03 14 00 38 - e.ludeau@yahoo.fr ou bien Bertrand MOUNDJOUKOU - 03 30 90 11 - moundjoukouberttrand@yahoo.fr



est plus un frein que l'aspect technique, il y a toujours des solutions techniques, mais bien souvent les solutions techniques sont à des prix exorbitants. Aujourd'hui les grandes sociétés de la place ont des réseaux étendus, donc la capacité technique existe puisque Total arrive à communiquer avec ses plates-formes, les grandes banques de la place peuvent le faire avec leurs agences en étant sur le même réseau. Ce sont donc vraiment les prix qui sont encore prohibitifs pour l'entreprise », regrette David Porte, directeur de l'agence CIS Libreville. Dans son projet de société, « L'avenir en confiance »,

le Président Ali Bongo Ondimba reconnaît l'importance de bâtir une infrastructure de base dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication afin de contribuer au développement économique global du pays. Le développement des NTIC et des télécommunications se fera notamment grâce à la mise en œuvre d'une infrastructure haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire national et à l'introduction de la téléphonie mobile de troisième génération, dite téléphonie 3G. Les projets fleurissent dans ce secteur avec notamment la sécurisation de l'accès large bande

international par la diversification des voies d'acheminement (le Gabon étant partenaire du projet de câble sous marin à fibre optique ACE qui va raccorder la côte ouest-africaine à l'Europe) ; la mise en place du réseau de fibre optique de Libreville à Mayumba avec une boucle sur Port-Gentil ; la participation du Gabon au projet Backbone de l'Afrique centrale, destiné à interconnecter les pays de la zone Cemac, là aussi avec des liaisons à haut débit en fibre optique ; l'équipement de toutes les écoles du pays en salles multimédias avec connexion Internet, ou encore la mise en place d'une administration numérique.

### Les chiffres 2010

**Abonnés au téléphone** : 1 480 226  
- Téléphone fixe : 33 165  
- Téléphone cellulaire : 1 447 061  
**Abonnés Internet** : 13 839  
**Investissements** : 190 milliards FCFA  
**Chiffre d'affaires cumulé** : 327,6 milliards FCFA  
**Valeur ajoutée** : 89,2 milliards FCFA  
**Effectifs** : 2 887 employés  
**Masse salariale** : 56,7 milliards FCFA

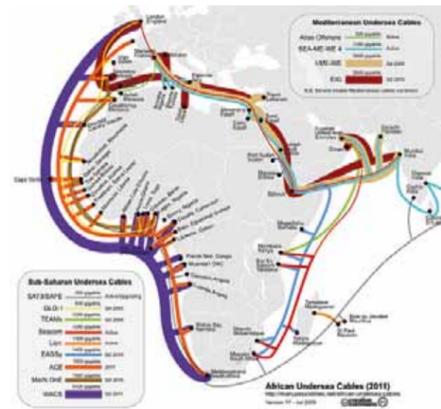
# Internet pour tous : bientôt une réalité ?

Depuis plus d'un an, le début d'une nouvelle ère de l'Internet au Gabon semble se dessiner grâce à la mise en service annoncée d'un nouveau câble sous-marin à fibre optique reliant l'Afrique du Sud à l'Europe en desservant toute la côte ouest-africaine...

Dans le cadre de sa participation au consortium Atlantique Connection to Europe (ACE) réunissant opérateurs téléphoniques mondiaux et Etats africains, le gouvernement gabonais a signé avec la société Alcatel ASN, le 5 juin 2010 à Paris, une convention prévoyant le déploiement du câble ACE le long de la côte ouest-africaine. Long de 17 000 kilomètres et doté d'une capacité de 40 GB par seconde, le câble relie l'Europe à l'Afrique du Sud en passant par vingt-trois pays, dont le Gabon qui a investi 14 milliards de FCFA pour la construction de ce câble sous-marin à fibres optiques. Un projet de longue haleine qui aura nécessité vingt mois de travaux pour un investissement global de 587 millions d'euros (environ 384,5 milliards FCFA). S'il est annoncé en grande pompe, c'est que ce chantier va révolutionner l'utilisation d'Internet pour les utilisateurs africains, encore confrontés à la faiblesse et à l'instabilité de la bande passante. La somme totale des débits disponible va en effet passer de 340 gigabits par seconde à plus de 20 téraoctets par seconde, soit soixante fois plus. Boubakar Barry, enseignant et chercheur à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal), estime à cet effet que « l'Afrique a toujours été servie en débit en raison du manque d'infrastructures adéquates. La plupart des communications se faisaient par connexions satellitaires extrêmement onéreuses et le fait que SAT-3 était le seul câble sous-marin en place faisait se traduisait par des prix de bande passante très élevés ». L'arrivée du câble ACE annonce donc un sursaut certain du secteur des NTIC et, par conséquent, de l'économie gabonaise en général.

#### Vers une baisse des tarifs d'accès au Gabon

Le navire câblé a séjourné il y a à peine quelques mois au large de Libreville et le câble a bel et bien été tiré jusqu'à la côte. C'est là que commence la deuxième moitié du chantier : rendre accessible ce débit et l'acheminer à travers l'étendue du territoire national. « Il y a deux câbles : le câble ACE qui va aboutir sur Libreville et une jonction Libreville/Port-Gentil et qui permettra de rapatrier la fibre optique pour arroser la capitale économique du pays. En ce qui concerne Libreville et Port-Gentil, les prix vont donc baisser et les offres vont être



packagées différemment. Aujourd'hui, la clé d'entrée pour se connecter à Internet, ce sont des débits de l'ordre de 64K ou 128K, les plus utilisés par la population privée. Ce sont deux offres que nous devrions voir disparaître à l'aune de la mise en service du câble ACE. En tant qu'entreprise et acteur sur ce

### La solution 3G

Un appel d'offres a été lancé le 12 juillet 2010 pour l'attribution de la licence de téléphonie mobile de troisième génération (3G). La 3G sera utile aussi bien aux particuliers, qui seront en mesure d'accéder plus facilement à l'information, qu'aux entreprises, qui pourront procéder à des transactions via Internet en attendant l'arrivée de la fibre optique. La durée du processus d'acquisition n'a pas été indiquée. La ministre de la Communication de l'époque, Laure

Gondjout, avait alors expliqué que les autorités gabonaises souhaitaient « voir arriver ici, aux côtés des opérateurs actuels, d'autres opérateurs de réputation internationale pour recomposer le paysage actuel de notre téléphonie mobile ». Un marché occupé par l'indien Bharti Airtel, Libertis (Gabon Télécom, groupe Maroc-Télécom), Moov (d'Etisalat, Emirates Telecommunications) et le saoudien Bintel, qui a lancé Azur début 2010. « Outre les nouveaux postulants, seuls seront éligibles au processus les opérateurs du

secteur s'étant acquittés de la totalité des droits de licence de la téléphonie cellulaire de deuxième génération (2G) au 31 décembre 2009 », avait précisé le ministre. La 3G « rend disponible l'accès à la large bande avant la construction d'une infrastructure fixe idoine. En attendant la construction du réseau large bande en fibre optique pour accéder au haut débit, la norme 3G va pallier l'insatisfaisante couverture du territoire national par l'Internet », avait conclu le ministre de la Communication.

Le marché, c'est dans ce sens que nous sommes en train de poser notre réflexion et de construire notre catalogue d'offres à venir. Aujourd'hui, si les premières offres sont si faibles, c'est parce que les coûts d'accès à la bande passante sont très élevés et que nous n'avons à notre disposition qu'un petit tuyau qui nous permet de faire de la bureautique, de l'échange de mail : le niveau 1 de l'Internet », explique Pierre Canton-Bacara, directeur d'exploitation de Wifly Gabon, fournisseur d'accès Internet. Grâce à la mise en service du câble ACE, « nous devons nous attendre à une baisse des prix, mais nous devons surtout nous attendre à entrer dans le Web 2.0, dans une nouvelle ère de l'Internet où nous pourrions facilement ouvrir des pages interactives aux contenus lourds sans difficultés, mais également – et ce sera un pas significatif dans le développement des NTIC – mettre en ligne des contenus à destination d'internautes d'autres pays de la sous-région, du continent et de toute la planète Internet pour pouvoir faire la promotion des produits gabonais, des industries gabonaises, ce qui est aujourd'hui très onéreux », poursuit Pierre Canton-Bacara. Depuis le 14 avril dernier, un nouveau fournisseur d'accès Internet a fait son entrée sur le marché gabonais. Le réseau de iPi9 est désormais opérationnel sur l'ensemble de Libreville. La connexion se fait par modem, qui se connecte automatiquement par radio aux stations de base réparties dans l'ensemble de la ville. Différents types de modems sont disponibles en fonction des besoins du client, avec un système novateur de cartes de recharges pour gérer sa consommation. Avec ses cartes de recharges de 1 000, 2 500, 5 000, 10 000 et 35 000 FCFA, iPi9 propose une tarification calquée sur celle des opérateurs de téléphonie qui pourrait en séduire plus d'un à Libreville. Ipi9 annonce déjà que dans les prochaines semaines, tous les chefs-lieux de province seront interconnectés grâce à ce nouveau réseau. D'après le directeur général d'IPi9, Jean-Baptiste Tomi, avec cette nouvelle offre, « Internet pour tous est déjà une réalité ! ».

#### Un déficit infrastructurel qui demeure sur l'ensemble du continent

Mais ces nouveaux liens et ces récents investissements sont-ils à même de résorber la fracture numérique africaine ? De

# MAINTENANT DISPONIBLE À LIBREVILLE

# INTERNET POUR TOUS CHEZ VOUS



**À PARTIR DE**  
**1 000 Fcfa**

**iPi9 STORE**  
& revendeurs agréés

MONTEE DE LOUIS  
03 08 23 38  
www.ipi9.com

#### LES POINTS DE VENTE IPi9

**iPi9 Store**  
Montée de Louis

OPTIMUM GABON centre ville

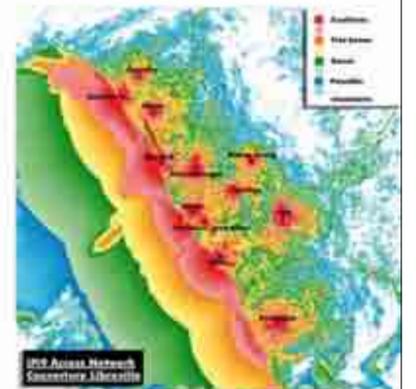
GÉANT CKDO

PRIX IMPORT I.A.I

PRIX IMPORT centre ville

CK2 centre ville

HOME VIDEO



l'explosion d'Internet à la fin des années 1990 à nos jours, l'Afrique accuse toujours un important retard par rapport aux autres continents. L'Union internationale des télécommunications (UIT), l'agence spécialisée des Nations unies, estime qu'en 2010 seuls 77 millions d'Africains (soit seulement 9,6% de la population du continent) ont eu accès à Internet depuis leur ordinateur. La croissance est malgré tout importante car on ne dénombrait en 2007 que 27 millions d'internautes africains. Certains analystes estiment que le retard de l'accès à Internet en Afrique s'explique d'abord par les logiques économiques à l'œuvre dans les financements d'infrastructures. « Avec un développement des câbles linéaire uniquement le long des côtes, nous suivons une logique de comptoirs. Il n'existe même pas de concept d'un réseau continental qui interconnecterait les capitales africaines », avance Jean-Louis Fullsack, administrateur de l'ONG Coopération-Solidarité-Développement, qui estime par ailleurs que la création d'un réseau d'interconnexion continental coûterait au moins 1 milliard d'euros (655 milliards FCFA). Le maillage africain des câbles sous-marins répond également aux intérêts des opérateurs dominants qui sont souvent les principaux investisseurs dans ces projets très lourds. A titre d'exemple, le français Orange a récemment investi 20 millions d'euros dans des navires câblés. Mais lorsque les investisseurs dans les câbles sont aussi opérateurs sur le territoire africain, on peut facilement aboutir à des situations inextricables car si un pays n'a pas un opérateur dominant, la qualité de ses liaisons a de fortes chances d'être déplorable.

#### Le recours à la connexion mobile

Mais l'ultime contrainte de l'essor d'Internet en Afrique concerne ce que les techniciens appellent le « dernier kilomètre », c'est-à-dire l'arrivée du réseau jusqu'au client final, particulièrement délicate dans les zones rurales. Ce qui constitue un frein important au développement de l'Internet fixe. Face à cette situation, un phénomène a pris une ampleur considérable ces dernières années en Afrique : celui des réseaux de téléphonie 3G. Avec plus de 400 millions

d'abonnements en 2010, l'Afrique utilise largement la téléphonie mobile et selon les dernières statistiques de l'IUT, 29 millions de personnes sont déjà abonnées à des services d'Internet à haut débit sur mobile en Afrique alors qu'il n'y en avait que 7 millions en 2008. Pour le chercheur sénégalais Boubacar Barry, « il est à prévoir que, sous peu, l'essentiel

du trafic Internet se fera à travers les réseaux mobiles plutôt qu'à travers les réseaux fixes ». Toutefois, « c'est une erreur de penser que cela signifie la fin du câble. Pour rendre accessibles les débits 3G aux utilisateurs, ce ne sont pas des réseaux radio, mais bel et bien des réseaux de fibres optiques qui sont nécessaires », rappelle Jean Louis Fullsack.

## Petit lexique des NTIC

**3G** : ce terme désigne la troisième génération de téléphonie mobile. Accessible au grand public dans certains pays d'Europe depuis 2002, la technologie 3G s'appuie sur la norme Universal Mobile Telecommunications System (UMTS) permettant des débits bien plus rapides qu'avec la génération précédente, le GSM. Les premières applications grand public de la 3G sont la visiophonie et le visionnage de signal audiovisuel. Entre la 2G et la 3G, la téléphonie mobile a connu deux stades d'évolution : la 2.5G (qui se repose sur le GPRS) et la 2.75G (qui se repose sur le HEDGE).

**ADSL (Asymmetric Digital Subscriber Line)** : standard de communication permettant d'obtenir des débits très importants à partir des lignes téléphoniques classiques.

**Ethernet** : protocole de communication constitué de câbles, de cartes et

d'un logiciel permettant à des ordinateurs de communiquer entre eux sur un réseau local. L'Ethernet standard permet de communiquer à 10 Mbit/s, l'Ethernet 100 Base-T à 100 Mbit/s, et l'Ethernet 1000 Base-T à 1 Gbit/s.

**Firewall** : élément logiciel ou matériel qui permet de contrôler le trafic (entrant et sortant généralement) et agit comme une barrière entre votre ordinateur et le réseau (Internet).

**Freeware** : logiciel gratuit et copiable.

**Intranet** : réseau privé d'entreprise bâti sur le standard d'Internet (TCP/IP, HTML, Java, etc.).

**IRC (Internet Relay Chat)** : protocole permettant de dialoguer par écrit en direct sur Internet.

**Kbit/s (kilobits par seconde)** : unité mesurant la vitesse de transmission des données. Un kilobit par seconde est égal à un millier de bits par seconde.

**LCD (Liquid Crystal Display)** : technologie d'affichage à cristaux liquides.

**RAM (Random Access Memory)** : mémoire volatile (vive) dans laquelle

on peut stocker temporairement des informations, au cours de l'exécution d'un programme par exemple.

**Adresse IP** : adresse unique sur l'ensemble du réseau Internet qui permet d'identifier une machine. Elle est généralement présentée sous la forme d'un groupe de quatre nombres. Votre ordinateur, s'il est connecté sur Internet, dispose d'une adresse IP qui est généralement fournie par votre fournisseur d'accès lors de la connexion.

**Backbone** : lignes à haut débit qui constituent l'ossature du réseau Internet. Parfois appelées « épine dorsale ».

**Bande passante** : quantité d'informations que peut véhiculer un canal de communication. La bande passante se mesure en bits par seconde (bps). Sur Internet, elle correspond au débit maximal du « tuyau » qu'empruntent les données que vous consultez. Elle se partage entre les utilisateurs utilisant le même tuyau, d'où des ralentissements aux heures de pointe.

**WAP (Wireless Access Protocol)** : nouveau protocole de services et d'accès à Internet sur un terminal mobile.

# LES NTIC AU GABON

Pour mesurer l'impact des nouvelles techniques de l'information et de la communication au Gabon, nous avons sollicité des experts de cet environnement. Ils témoignent de la réalité de ce secteur dans le Gabon d'aujourd'hui et sur son évolution dans les années à venir.

David Porte \*

## « Concentrer et sécuriser les données informatiques reste compliqué »

#### Quelles sont les NTIC présentes au Gabon ?

Elles se regroupent autour de trois grands axes qui sont l'accès à Internet, l'informatique et la téléphonie mobile.

#### Comment a progressé le secteur depuis les cinq dernières années ?

La grande révolution est venue du côté de la téléphonie mobile

avec le développement du réseau qui a permis un accès généralisé pour l'ensemble de la population, mais aussi la mise en concurrence des différents opérateurs, ce qui s'est traduit par un nombre croissant de services offerts par les opérateurs (SMS, MMS...), soit un ensemble de services à valeur ajoutée qui font tout l'intérêt de l'offre mobile. Sur le plan de l'Internet, sur les cinq dernières années il n'y a pas eu de grandes révolutions.

On retrouve toujours l'accès ADSL ou l'accès Wimax. Le problème, avec SAT3, c'est la distribution de l'accès à ce câble. Aujourd'hui il y a une concurrence au niveau des fournisseurs d'accès Internet, qui proposent un accès aux particuliers, aux entreprises, mais eux, ont un accès commun à Internet. Jusqu'à présent, c'était Gabon Télécom qui était l'unique accesseur au SAT3 et les autres utilisaient soit une connexion qu'ils louaient à Gabon Télécom, soit une connexion VSAT, c'est-à-dire que par exemple vous achetez une connexion satellitaire de 4MB et vous la revendez à vos clients en petits morceaux de 64 Ko, 128 Ko ou 256 Ko. Alors, ces dernières années, le secteur s'est bien sûr développé, mais en termes de technologies ça reste celles que tout le monde connaît depuis longtemps. Concernant l'informatique, il y a deux axes de développement. Il y a l'aspect communication, c'est-à-dire tout ce qui est communication privée pour les entreprises. Typiquement, quand vous êtes une entreprise et vous avez un bureau à Port-Gentil et

un autre à Libreville, vous voulez travailler sur le même réseau, avec le même serveur, le même switch, etc. Aujourd'hui c'est compliqué parce que les routes de télécommunications entre Libreville et Port-Gentil sont faibles ou trop chères. Souvent, l'aspect financier est plus un frein que l'aspect technique, il y a toujours des solutions techniques, mais bien souvent les solutions techniques sont à des prix exorbitants. Aujourd'hui les grandes sociétés de la place ont des réseaux étendus, donc la capacité technique existe puisque Total arrive à communiquer avec ses plates-formes, les grandes banques de la place peuvent le faire avec leurs agences en étant sur le même réseau. Ce sont donc vraiment les prix qui sont encore prohibitifs pour l'entreprise. Le gros avantage de l'Internet, c'est de pouvoir transformer ces communications privées en utilisant des communications publiques qu'on sécurise et qu'on transforme en communication privée. Sur ce plan, tous les outils existent. Aujourd'hui, c'est le genre d'infrastructures qu'on délivre à nos clients mais il y a le segment « transport des données » qui reste compliqué.

#### Quels sont les secteurs qui ont le plus profité de ces NTIC ?

Il y a d'abord tout ce qui concerne les services. On a vu l'explosion du secteur bancaire assez récemment, ce qui est lié aux capacités informatiques. Même chose pour le secteur des télécoms puisque derrière la téléphonie l'informatique est omniprésente. Aujourd'hui, il y a différentes offres Internet sur le marché : le Wifi haut débit ; le Wimax, qui permet de transpor-



Max Mouloungui \*

## « Le câble ACE va révolutionner les offres Internet »

#### Comment le secteur gabonais des NTIC a-t-il progressé ces cinq dernières années ?

L'arrivée sur le marché gabonais de plusieurs fournisseurs d'accès à Internet a permis d'offrir une large gamme de produits adaptés, et à des coûts relativement bas. L'évolution sur ces cinq dernières années a déjà permis d'amorcer une baisse des coûts d'accès à Internet. Ces progrès ont également été permis par l'apparition de nouvelles technologies, de nouvelles infrastructures, de nouveaux réseaux, notamment le réseau Wimax que Wifly a développé au Gabon. Ce réseau permet de transporter du haut débit à large bande passante et offre une qualité de services optimale pour répondre aux nouvelles exigences de nos clients, quelles que soient les intempéries.

#### Avec la mise en service du câble ACE annoncé pour 2012, peut-on s'attendre à une baisse significative des coûts des connexions Internet ?

Evidemment oui. Et au-delà d'une baisse significative des coûts de connexion Internet, je pense que nous allons véritablement pouvoir parler d'une révolution numérique au Gabon. Il y a deux câbles : le câble ACE qui va aboutir sur Libreville, et une jonction Libreville-Port-Gentil qui permettra de transporter les capacités du câble ACE pour arriver à la capitale économique du pays. Donc, en ce qui concerne Libreville et Port-Gentil, les prix vont baisser et les offres vont être packagées différemment. Parce qu'aujourd'hui, les premières offres pour se connecter à Internet, ce sont des débits de l'ordre de 64K ou 128K, qui sont les plus utilisés par les particuliers. Ce sont deux offres que nous devrions voir disparaître à l'aune de la mise

en service du câble ACE. En tant qu'entreprise et acteur sur ce marché, c'est dans ce sens que nous sommes en train de poser notre réflexion et de construire notre catalogue d'offres à venir. Si les premières offres sont sur de faibles débits, c'est parce que les coûts d'accès à la bande passante sont très élevés, ce qui ne rend accessible à la majorité des particuliers que l'Internet 1.0. L'Internet 2.0 va se démocratiser avec la mise en service du câble ACE. Aujourd'hui, la plupart des sites ont des ergonomies et des architectures dotées de vidéos flash, y compris sur leurs pages d'accueil, soit des contenus extrêmement consommateurs de bande passante, ce qui donne cette impression de lenteur extrême quand on veut ouvrir les pages.

L'effet publicitaire sur Internet, qui est un marché en plein essor au niveau mondial, ne fait qu'accentuer ce phénomène puisque lorsque vous téléchargez votre page, vous téléchargez dans le même temps des publicités qui sont dynamiques, actives, comprenant même souvent des petites vidéos, et tout cela nécessite beaucoup de ressources. Or, dans le cas d'une connexion 64K ou 128K, les ressources sont limitées et rendent très lentes l'ouverture de ces pages. C'est précisément ce que nous voulons éviter à nos clients. Alors oui, nous devons nous attendre à une baisse des prix, mais surtout commencer à entrer dans le Web 2.0, dans une nouvelle ère de l'Internet où nous pourrions facilement ouvrir des pages interactives aux contenus lourds. Ce sera un pas significatif dans le développement des NTIC pour pouvoir mettre en ligne des contenus à destination d'internautes d'autres pays de la sous-région, du continent et de toute la planète Internet, afin de servir la promotion des

se développer, plus la demande de service informatique va croître. Une tendance générale devrait se dégager avec l'apparition par exemple des moyens de paiement par Internet, le e-commerce, etc., car que dès que vous êtes connectés, vous entrez dans un monde global.

#### La formation locale des élites capables de porter le développement de l'économie numérique est-elle suffisante ?

Aujourd'hui, en tant que prestataires de services, nous avons beaucoup de difficultés à trouver localement des compétences. D'un point de vue global, il y a eu une amélioration de la formation informatique, mais nous avons encore beaucoup de soucis pour trouver des personnes spécialisées dans les communications, les systèmes d'informations, les infrastructures, etc. Forts de l'expérience issue de nos partenariats avec les leaders mondiaux du secteur, nous pouvons dire qu'ils ont toujours été des moteurs pour la formation. Que ce soit chez Microsoft ou Cisco, c'est leur credo : ils vont développer leurs technologies à partir du moment où les gens vont les adopter et, pour les adopter, il faut qu'ils soient formés. On espère tous dans le développement de nouvelles académies « high-technologies ». L'IAI est un très bon projet, mais pour nous, il souffre de ne pas être adossé à ces leaders du marché.

\* Directeur CIS Gabon, agence de Libreville.

produits et des industries du Gabon, ce qui est aujourd'hui très onéreux.

#### Selon vous, l'amélioration de la bande passante va-t-elle permettre de dynamiser le e-commerce ?

Ce n'est pas uniquement une question de bande passante mais aussi un problème de la-

tence. Lorsque vous vous connectez à un serveur qui demande une authentification avec des mots de passe pour accéder à une plateforme de paiement sécurisée, il y a des temps de réponse minimum qui sécurise cette transaction. Donc si vous envoyez une requête de paiement mais que vous mettez plus de trois ou quatre secondes entre le moment où vous

Suite p. 16

**SAHELYS**  
CONSEILS EN INFORMATIQUE & MANAGEMENT

**INTÉGRATEUR DE SOLUTIONS INFORMATIQUES**

redhat BUSINESS PARTNER | Microsoft PARTNER | APPLE | KASPERSKY

**Numérisation**  
Archivage et Gestion Electronique de Documents  
**Système et réseau**  
Développement de logiciels  
Solutions SMS et Vocal | Solutions Intranet  
Solution antivirus Kaspersky  
Licences Microsoft  
**Solutions d'aide à la décision**

Bord de mer - Immeuble BICP  
1474 Avenue Georges Pompidou  
contact@sahelys.com  
44 21 88 - 06 04 77 32

entrez le mot de passe et celui ou le serveur le reçoit, le serveur va clore la connexion par mesure de sécurité. Sur ce point, à Libreville et Port-Gentil le câble ACE va en partie répondre à cette exigence. Restera le développement des systèmes de paiement eux-mêmes car la majorité s'effectuent aujourd'hui par carte bancaire, et on se confronte donc au faible taux de bancarisation au Gabon. Il y a là un travail à faire avec les banques pour développer des partenariats avec des opérateurs Internet. Nous pourrions par exemple avoir des plates-formes de paiement partagées par le biais de la facturation de l'opérateur Internet qui reverserait ensuite à la banque le paiement en ligne. C'est ce qui existe dans d'autres *business model* à travers la planète. Nous pouvons également envisager des partenariats avec des plates-formes de paiement en ligne mondialement connues comme PayPal par exemple, ce qui nous permettrait de créditer notre compte PayPal par virement pour pouvoir faire des achats en ligne. Tout cela doit se développer concomitamment.

En tout état de cause, le câble ACE va révolutionner les offres Internet. Aujourd'hui, nous avons des opérateurs qui ne fournissent que de l'Internet, mais qu'en est-il par exemple de la télévision. Est-ce que l'Internet n'a pas vocation, comme on le voit dans d'autres pays où cette technologie est plus développée, à transporter dans ses tuyaux du contenu, et le contenu le plus regardé, c'est la télévision. Ce sont également les chaînes de radios et la voix sur IP est une manière de faire descendre de façon phénoménale les coûts d'appels nationaux et internationaux. C'est donc cela la véritable avancée : l'opportunité d'avoir des premières offres à 256K ou 512K à la place des connexions de 64K ou 128K. Bon nombre d'entreprises pourront accéder à ces connexions très haut débit, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui en raison du coût. Les grandes entreprises peuvent se l'offrir, mais pas toutes les PME/PMI. Les moyens seront mis à disposition pour que le boom de l'Internet se produise. Nous sommes dans un pays qui bouge, avec des perspectives économiques intéressantes, et mettre un outil performant au service de

ce dynamisme ne peut que faire éclore une véritable économie numérique.

**D'après vous, que manque-t-il au Gabon pour atteindre un essor optimal de son économie numérique ? Comment envisagez-vous le développement de ce secteur pour les cinq prochaines années ?**

Aujourd'hui le secteur est un petit peu fragilisé par l'accès aux ressources de transports des informations. La majeure partie des FAI au Gabon utilise des réseaux satellitaires qui coûtent extrêmement chers, ce qui entraîne *de facto* des coûts de commercialisation assez élevés. Au Sénégal par exemple, l'accès à la fibre optique pour tous les opérateurs du marché a permis une mise en concurrence qui a naturellement permis la baisse des tarifs et la diversification des offres. Le ticket d'entrée étant le même pour tous les opérateurs, ceux-ci bénéficient d'un accès moins onéreux au tunnel qui permet de transporter les données, ce qu'on appelle les autoroutes des télécommunications. Aujourd'hui le taux de pénétration de l'Internet est de moins de 8%, ce qui est relativement bas puisque cela représente environ 90 000 abonnés en comptant seulement Libreville et Port-Gentil ; donc, ce taux chute encore si l'on prend en compte l'arrière-pays. Avec l'arrivée du câble ACE, il faudra dans le même temps développer les infrastructures de télécommunications, avec en premier lieu le câblage en fibre optique des différents centres urbains du pays. Il faut créer un réseau de fibre optique qui raccorde les villes entre elles, c'est le premier grand chantier des NTIC. Ensuite il faut libéraliser les différentes ressources de transports des données, comme le câble ACE, pour que tous les opérateurs puissent s'y connecter et ainsi pratiquer des tarifs plus compétitifs.

**La capacité de formation locale des élites capables de porter le développement de l'économie numérique est-elle suffisante aujourd'hui ?**

Elle est encore insuffisante, il faut absolument former. Nous avons aujourd'hui du mal à recruter des ingénieurs et techniciens spécialisés dans nos segments d'activités. Il y a l'Institut national de la poste, des technologies de l'in-

formation et de la communication (Inptic), qui a rouvert l'année dernière sous l'impulsion des nouvelles autorités, avec pour mission de former des techniciens supérieurs et des ingénieurs dans le domaine des télécommunications afin de soutenir le développement de l'économie numérique qui est un des axes principaux du projet de société du chef de l'Etat. Il faut former le personnel localement mais également lui permettre de sortir pour rencontrer et échanger. Ce sont en effet des domaines qui évoluent en permanence et pour lesquels nous devons nous recycler régulièrement. Wify initie des formations pour ses ingénieurs en local et nous faisons aussi venir des formateurs d'autres pays pour renforcer les capacités de nos ingé-

nieurs dans des domaines spécifiques. C'est dans cette optique que nous sommes en train de mettre en place avec l'Inptic un partenariat pour accueillir des étudiants en fin de cycle dans notre entreprise. La formation est une nécessité pour le développement des NTIC. Et il ne suffit pas de construire une école, il faut y mettre les moyens techniques modernes et des programmes de cours adaptés, sachant que ces nouvelles technologies évoluent à un rythme effréné. Il faut donc en permanence recycler les programmes, les moyens techniques, le personnel enseignant, pour rester à la pointe et améliorer notre compétitivité.

\* Directeur commercial de Wify Gabon.

seront véritablement utiles au développement que lorsque les Gabonais comprendront que ce ne sont pas des gadgets, mais des outils de travail. La plupart de nos concitoyens utilisent le téléphone comme un gadget alors qu'il s'agit d'un outil servant à gérer le temps et les urgences. Exemple concret, un pêcheur du Pont Nomba qui revient de sa pêche avec sa cargaison de poissons au large de Libreville peut déjà prévenir sa clientèle pour lui donner rendez-vous au port. Cela lui permet de gagner du temps, d'écouler rapidement son stock et de repartir sans risquer de voir ses marchandises périr. Idem pour le planteur de bananes qui est au niveau de Kango et qui peut prévenir ses détaillants qu'il arrive sur Libre-

ville avec son stock. Lorsque ces technologies seront utilisées à des fins utiles, elles serviront davantage au développement économique. Pareillement pour Internet, ce n'est pas seulement pour rechercher l'âme sœur... c'est un outil de travail ! On peut créer des sites Web, promouvoir les attraits touristiques de notre pays à l'international, initier de la vente en ligne, ce que l'on appelle l'e-commerce.

**Quelles mesures sont prises par les autorités pour développer ce secteur ?**

La contribution de l'Etat y est minime car, pour les politiques, les TIC constituent un slogan accrocheur mais la portée de ces technologies au service du développement

socio-économique et de la croissance n'est pas véritablement prise en compte. Ainsi, il n'est pas normal qu'à Fougamou (province de la Ngounié, au sud du pays), les habitants ne captent pas les émissions de radio et de télévision qui sont émises à Libreville. De même, les difficultés rencontrées pour communiquer car les réseaux des opérateurs sont encore souvent défaillants. Quand on prend le cas d'Internet, le développement de cette technologie passe par l'extension du réseau filaire. Or si le gouvernement continue de reléguer au second plan le développement du réseau filaire qui fournit le téléphone fixe, l'Etat aura du mal à développer la desserte Internet dans les domiciles. Plusieurs mesures peuvent être prises pour faciliter l'accès aux NTIC, comme par exemple la baisse de la TVA sur les outils informatiques. En général, les ordinateurs et les outils informatiques coûtent excessivement cher au Gabon. Il va falloir casser les prix, comme au Bénin ou au Cameroun voisin, afin que ces outils se démocratisent. Une politique en faveur des NTIC est nécessaire pour véritablement inciter les gens à développer l'usage qu'ils font de ces technologies. Aujourd'hui nous avons le câble SAT3, mais les résultats ne sont pas aussi probants que nous l'espérons. D'autres pays qui n'ont pas investi dans un tel projet bénéficient de coûts d'accès à Internet bien moindres, c'est le cas du Sénégal par exemple. Pour un pays qui a investi dans un tel projet, les Gabonais devaient pouvoir accéder à Internet pour 200 FCFA de l'heure !

**Aujourd'hui quel regard portez-vous sur la privatisation de Gabon Télécom ? A-t-elle porté les fruits escomptés pour le secteur de la téléphonie ?**

La raison pour laquelle Gabon Télécom n'est actuellement pas en mesure de répondre efficacement au challenge des NTIC, c'est que cette privatisation a été mal négociée. Le domaine de la téléphonie est un secteur de souveraineté. Cette privatisation avait pour ambition de redynamiser le secteur des télécommunications au Gabon car des dysfonctionnements liés à une mauvaise gestion avaient été constatés à l'OPT. Les bénéfices n'ont pas été réinvestis pour moderniser le réseau et les installations sont devenues obsolètes. Cela a conduit à la faillite et il fallait prendre des mesures, mais à mon sens cela ne passait pas forcément par la privatisation. Maintenant, il faut que l'Etat prenne la mesure de l'importance de redynamiser le secteur des télécommunications, qu'il soit plus regardant avec ses partenaires actuels, qu'il donne un cahier des charges et pose certaines exigences par rapport à ses attentes. Nous organisons dans quelques mois la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football et si le secteur des télécommunications n'est pas compétitif, cela va poser des problèmes pour les retransmissions et les différents besoins de communications. Il va donc falloir que l'Etat se penche sur ce problème, quitte à reprendre ce secteur en charge car la situation actuelle ne présage pas d'un avenir radieux. Il ne suffit pas d'ouvrir le marché : on délève des nouvelles licences mais on a aussi de plus en plus de perturbations sur le réseau parce que le ciel est encombré. Tous ces opérateurs utilisent les installations de l'opérateur historique qu'est Gabon Télécom et il y a saturation. Il faut des infrastructures viables pour construire de véritables autoroutes de l'information et aujourd'hui, alors que Gabon Télécom a été privatisé, la modernisation de ces installations lui incombe puisque les opéra-

teurs qui les utilisent payent des redevances. Gabon Télécom doit réinvestir, et quand on voit Gabon Télécom, on voit forcément l'Etat gabonais. Les Marocains, qui sont les partenaires de Gabon dans ce secteur, n'ont pas l'exigence de résultats, ils cherchent leurs bénéfices, c'est pourquoi l'Etat doit avoir un cahier des charges. A l'intérieur du pays il y a de moins en moins de connexions filaires, la téléphonie mobile prend le dessus et les provinces sont à la traîne en matière de filaire, alors que cette technique est nécessaire pour le développement de l'Internet par exemple.

**Quelles mesures ont été prises pour soutenir la formation dans ce domaine ? Compte tenu de l'essor important de ce secteur, la formation locale des élites capables de porter le développement de l'économie numérique est-elle suffisante ?**

Aujourd'hui, ces capacités de formation sont quasiment inexistantes. Certaines existent dans le domaine de la bureautique, c'est-à-dire notamment la saisie par ordinateur, mais vous savez que l'homme est réfractaire au changement. Une personne habituée à utiliser sa machine traditionnelle, quand on lui parle d'ordinateur, a tendance à grincer des dents. L'Etat n'a investi pas assez dans la formation. Par exemple, les ordinateurs ne sont pas encore suffisamment répandus dans les écoles, sinon dans quelques établissements privés. La formation part de là ; il faut déjà que les jeunes s'habituent dès le plus jeune âge à l'utilisation de l'ordinateur. C'est un outil qui a déjà révolutionné le monde du travail. De chez soi, pour peu que l'on soit connecté à Internet, il est possible de traiter des dossiers, répondre aux problèmes, trouver des solutions... On peut même faire de la médecine, grâce aux nouveaux procédés de télé-médecine ! Il faut une école compétente et l'Institut africain d'informatique (IAI) fonctionne cahin-caha. C'était une très bonne idée mais elle mérite d'être mieux exploitée. On a créé l'IAI avant le boom actuel des TIC, et les installations n'ont pas été suffisamment modernisées.

**D'après vous, que manque-t-il au Gabon pour un essor optimal de l'économie numérique ? Comment envisagez-vous le développement de ce secteur pour les cinq prochaines années ?**

Ce processus est irréversible mais il ne faut pas que ces technologies ne soient accessibles qu'à une certaine élite. Il faut démocratiser l'usage des TIC pour qu'elles puissent former une élite gabonaise compétitive, concourent davantage au développement du pays et facilitent le quotidien des Gabonais. Si j'ai Internet chez moi, je n'ai pas à partir à Nkumbo pour réaliser un travail ou faire des recherches, cela représente un gain de temps énorme. On parle aujourd'hui de l'économie du savoir, de société de l'information, d'économie numérique, et il s'agit d'information en temps réel. Et c'est le même schéma qui s'applique aux entreprises, pour lesquelles les outils de communication sont primordiaux en termes de gestion et l'organisation. La quantité et la rapidité des informations que j'obtiens me permettent de mieux anticiper...

\* Docteur en sciences de l'information et de la communication, diplômé de l'université Lumières Lyon-II, enseignant à l'université Omar-Bongo (UOB) de Libreville, à l'Institut national des sciences de gestion (INSG) et à l'Institut universitaire des sciences de l'organisation (IUSO). Directeur des relations parlementaires à l'Assemblée nationale.

## Docteur Moïse Modandi Wa-Komba \*



« Une politique en faveur des NTIC est nécessaire »

**Quel est l'apport des NTIC pour le développement socio-économique du pays ?**

Leur contribution est importante, ne serait-ce que pour la résolution du chômage au Gabon parce que Libertis, Moov, Airtel ou Azur sont d'abord des entreprises qui créent des emplois. Cette libéralisation du secteur des télécommunications a profité en premier lieu aux Gabonais qui ont pu y trouver un emploi. Signalons également les activités de vente d'une multitude d'outils et accessoires

en lien avec la téléphonie mobile, comme par exemple les coques, les chargeurs, les étuis, etc., dont le commerce crée des emplois et génère des revenus. Sans compter les services de distribution, de réparation, les cybercafés qui sont autant de PME/PMI capables de renforcer le tissu économique gabonais. Et puis enfin, les TIC entraînent une véritable révolution dans les moyens de communication, fluidifiant les échanges et permettant une gestion optimale du temps et des coûts. Toutefois, ces technologies ne

**Castel Beer**

**One people, One beer \***

\* Un peuple, Une bière

LA BIÈRE D'AFRIQUE EST GARANTIE POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

# Samsung dévoile ses atours à Libreville



Le 1<sup>er</sup> avril dernier, Samsung Electronics a ouvert ses deux premiers magasins à Libreville, présentant une très large gamme de produits dans l'audiovisuel, la téléphonie, l'informatique, la bureautique et l'électroménager. Numéro un mondial dans les segments télévision et téléphonie, le géant sud-coréen propose notamment toute une gamme de produits plus résistants et conçus spécialement pour les conditions d'utilisations africaines. Rencontre avec Bangryong Kim, Managing Director de Samsung Gabon, accompagné du Directeur Général Adjoint chargé des opérations, Antoine Avoaka.



**Vous venez d'ouvrir deux magasins à Libreville, les deux premiers de la marque Samsung dans le pays. Qu'est-ce qui vous a attirés au Gabon ?**

Globalement, l'Afrique est un marché très important pour Samsung. C'est pour cette raison que nous avons ouvert un siège en Afrique du Sud pour s'occuper de toute la région. Et avec la nouvelle politique économique qui doit permettre de faire émerger le pays, le Gabon est un pays phare pour nous dans la sous-région d'Afrique centrale. Par ailleurs, il faut préciser que lors de son séjour en Corée du Sud l'année dernière, le président gabonais a visité Samsung Electronics et a beaucoup apprécié nos produits. C'est pour cela que nous nous sommes implantés au Gabon, à travers nos distributeurs, SG COM, qui est davantage spécialisé dans l'électroménager, et GABCEL, qui est davan-

tage axé sur la téléphonie mobile. C'est une première étape pour pénétrer le marché gabonais. L'idée pour Samsung c'est d'offrir une visibilité optimale sur tous ses produits, parce que dans ces types de magasins, nous avons exclusivement des produits Samsung, avec un design intérieur qui respecte les standards internationaux des magasins Samsung.

**Quels sont les produits sur lesquels vous misez pour conquérir le marché gabonais ? Quels sont vos principaux atouts pour pénétrer ce marché ?**

Samsung est l'un des acteurs qui fournit l'une des plus large gamme de produits, partant des semi-conducteurs (composants électroniques) pour lesquels Samsung est le premier fournisseur mondial, aux

produits audiovisuels en passant par l'électroménager mais aussi l'informatique et la téléphonie. Nous avons cette première volonté d'offrir un large choix aux consommateurs gabonais. Nous avons parallèlement un programme qui s'appelle « Build For Africa », qui débouche sur l'élaboration de produits spécialement conçus pour l'Afrique. Ces appareils sont notamment dotés d'une meilleure résistance aux sauts de tension, ou encore équipés de filtres spéciaux qui capturent la poussière ; donc ce sont des produits adaptés, mais aussi abordables. Nous nous adaptons aux besoins de nos clients, et nous savons qu'en Afrique, les consommateurs recherchent des produits forts, durables, parce qu'en Afrique nous n'avons pas une société de consommation assez forte pour renouveler ses appareils tous les ans. Par exemple, nous avons également lancé une gamme de filtres qui permettent de purifier l'air brassé par le climatiseur de manière à ce que nos splits ne soient pas des foyers de microbes ou de bactéries. Ce sont des produits que l'on peut notamment installer dans les hôpitaux.

Il faut également savoir qu'il y a une influence des caractéristiques du marché français sur les marchés des pays francophones. En France Samsung est numéro un dans les segments de la télévision et de la téléphonie, et on s'aperçoit que cette tendance se répercute sur les marchés des pays francophones comme le Gabon.



Donc nous arrivons avec plusieurs atouts sur le marché gabonais. Nous proposons d'abord une large gamme de produits, des produits adaptés au marché africain grâce au programme « Build For Africa » qui nous a permis de développer des produits présentant une meilleure résistance aux sauts de tension, à la poussière et à l'humidité. Notre second atout repose sur notre réseau de partenaires, que nous avons construit fort et performant, qui part des grands distributeurs, aux semi-grossistes et aux détaillants. C'est une stratégie qui a déjà eu du succès dans les autres pays et qui permet que nos produits arrivent jusqu'au consommateur en bout de chaîne. Cette stratégie s'inscrit également dans le cadre de la lutte contre les produits contrefaits, en rendant plus accessibles les produits certifiés originaux. Enfin notre troisième atout c'est le service après vente de qualité.

Par ailleurs, Samsung organise chaque année un grand événement, l'« Africa Forum », qui est un grand salon auquel nous invitons tous nos distributeurs, revendeurs et détaillants, pour qu'ils puissent s'appropriier les dernières technologies Samsung. Cela permet à nos partenaires de voir, toucher, découvrir nos derniers produits et nos dernières innovations. L'année c'était en Afrique du Sud, et cette année, en mai, ce sera à Nairobi, au Kenya.

Samsung est également une entreprise citoyenne et initie de nombreuses actions à travers le monde au service des communautés. En Afrique, Samsung a des activités avec les universités, avec les écoles d'ingénieurs, mais aussi avec les futurs leaders, que nous accompagnons et que nous aidons à se développer, nous avons des actions au niveau du sport, Samsung est un grand partenaire pour la CAN ou encore les JO. Sur ce volet social, Samsung développe à chaque fois des projets locaux, adaptés aux contextes de chaque pays.

Enfin Samsung porte depuis plusieurs années une attention particulière au développement de produits éco-responsables, qui consomment moins d'énergie et dont la fabrication génère moins de pollution.



**Et pour les entreprises, quelles solutions apportez-vous ?**

Au niveau de nos équipes et de nos partenaires, nous accordons une large place au segment Business to Business (BtoB), et nous travaillons beaucoup avec les hôpitaux, les banques, les assurances ou encore les hôpitaux, pour lesquels nous proposons des produits de qualité et adaptés à leurs besoins pour améliorer leur compétitivité. Nous fabriquons par exemple des écrans dédiés pour les salles de bourses, pour les hôtels, pour les aéroports, pour les centres commerciaux, et même pour les écoles avec les nouvelles solutions de formation à distance.

**Vous venez de développer les tout premiers modèles de télévision LED 3D. Alors que les écrans plats commencent à peine à se démocratiser au Gabon, comment comptez-vous imposer ce nouveau produit ?**

Comme nous l'avons dit, l'idée de Samsung c'est d'abord d'offrir une large gamme de produits aux consommateurs gabonais, y compris le haut de gamme et les dernières innovations. De plus, nous

avons au Gabon des clients « Premium », qui voyagent beaucoup et désirent pouvoir disposer de ces dernières technologies. Avec le temps cette technologie va se démocratiser et va devenir accessible à tout le monde. Mais pour nous, il est important de présenter tous ces produits, du LED 3D au LED classique, en passant par le Plasma et même les télévisions analogiques. Et puis le concept du 3D est une nouvelle expérience, nous sommes une entreprise innovante, et nous souhaitons offrir à nos clients la possibilité d'expérimenter ces nouvelles possibilités. En tant que leader du marché, nous nous efforçons de toujours innover et d'être à l'avant-garde dans tous les segments de notre activité.



# Nigeria : une vaste réforme du secteur bancaire et financier

Depuis quelques années le Nigeria semble s'être redécouvert et avoir subitement pris conscience des multiples ressources qui sont les siennes. Bien que le spectre de la corruption continue de planer sur le pays, le pays est résolument engagé dans une large gamme de réformes. Objectif ainsi visé, « un nouveau climat des investissements propice à la réalisation de son énorme potentiel. En la matière, la stratégie du géant ouest-africain cible une profonde restructuration du secteur de l'énergie, la stabilité politique et la refondation du secteur financier. Convaincu qu'un « secteur financier solide est déterminant pour permettre au pays de réaliser son potentiel de croissance », le Nigeria s'est engagé, à partir de juillet 2004, sous la férule de la Banque centrale du Nigeria (CBN) dans une vaste opération d'aseptisation de son secteur bancaire.

## Une véritable épuration des établissements bancaires

La première génération des réformes conduite sous le gouvernorat de Charles Chukwuma Soludo a consisté en une augmentation substantielle du capital social initial des établissements bancaires, assortie d'une obligation pour toutes de s'y conformer au plus tard le 31 décembre 2005, sous peine de tout simplement disparaître. De 200 millions de nairas (soit 1,3 million d'euros), le capital social des établissements bancaires a été fixé par la BCN à 25 milliards de nairas (163 millions d'euros). « La barre a été mise aussi haut pour contraindre les banques moribondes, soit à fusionner avec les mieux portantes pour constituer des entités plus grosses, sinon, à disparaître », explique un financier connaisseur du marché bancaire nigérian. Les résultats seront à la mesure des attentes de l'institution d'émission monétaire nigérienne. De 89, le nombre des banques va se réduire comme peau de chagrin à « 25 établissements plus

**L'heure du pays le plus peuplé d'Afrique et sixième producteur mondial de pétrole aurait-elle sonné ? Le géant ouest-africain semble avoir pris la bonne résolution d'exploiter son potentiel, tout son potentiel ! Un vent de renouveau souffle depuis quelques années sur le pays, avec pour point de mire le secteur financier.**



importants, avec un potentiel de réseau étendu de filiales », au terme d'opérations de consolidation par fusion et acquisition. « Les 25 banques qui ont émergé de l'exercice de consolidation ont représenté

93,5% des passifs de dépôt du système bancaire. Pendant le processus de mise en conformité avec l'obligation de capitalisation minimale, les banques ont levé 406,4 milliards de nairas sur le marché des capitaux. Le processus a également conduit à un influx de 652 milliards de dollars US et de 162 000 pounds britanniques en investissement étranger direct (IED) », faisait noter, un brin satisfait, le professeur Charles C. Soludo. Si le pays comptait désormais moins de banques, celles-ci disposaient d'une surface financière conséquente. Et cela se traduisait par une douce pression exercée sur chacune d'elle afin qu'elles s'engagent dans une politique d'expansion de leurs réseaux de filiales (tant en interne qu'en dehors du Nigeria). La consolidation a pas forcés que leur a imposé judicieusement la Banque centrale, avec le ferme et déterminant soutien

du gouvernement Obasanjo, a donc renforcé les banques commerciales nigérianes et l'augmentation du flux de transactions commerciales et financières internationales aux confluent desquelles elles se retrouvent a fait que nombre d'entre elles se sont retrouvées à avoir accès à des lignes de crédit de banques étrangères.

## La chasse aux vieux démons

Le temps apparaît bien loin où l'espace financier nigérian grouillait d'établissements « farfelus » dont les dirigeants n'hésitaient pas à disparaître dans la nature avec les coffres-forts. Mais si elle a permis de redessiner et de crédibiliser le secteur financier nigérian, la première génération de réformes n'a pas résolu tous les problèmes. Le trop-plein de ressources dont disposaient les banques a refait surgir ça et là quelques vieux démons : concussion, prévarication, crédits douteux, plans d'expansion interne et hors du Nigeria vaseux, détournement de fonds... Une mal-gouvernance visée par la seconde génération de réformes engagée tambour battant, en août 2009 par le nouveau gouverneur de la CBN, le banquier Mallam Sanusi Lamido Sanusi. « Le plus grave problème, dans notre secteur bancaire, est en rapport avec le comportement de certains de nos banquiers, gestionnaires d'actifs et entrepreneurs qui empruntent auprès des banques et prennent sur eux de ne pas rembourser leurs crédits », déplore-t-il alors, avant de décider de partir en guerre contre ces indélicats.

Le 14 août 2009, au terme d'un audit qui les accable, le nouveau gouverneur de la CBN démissionne de leurs postes présidents et directeurs généraux de dix banques dont ils avaient la gestion : Afribank, Bank PBH, Equatorial Trust Bank, Finbank, Intercontinental Bank, Oceanic Bank et Union Bank, Spring Bank, Union Bank of Nigeria, Unity Bank, et Wema Bank. Engageant dans la foulée des poursuites contre eux et contre tous les mauvais payeurs. Mais investissant également plus de 600 milliards de nairas (soit 3,9 milliards de dollars US) dans le cadre d'un mécanisme de facilité de liquidité pour maintenir à flot ces « canards boiteux ». Afin de protéger l'épargne des populations et améliorer la transparence dans le secteur bancaire nigérian, la CBN vient d'abolir le modèle de banque universelle qui cumule diverses

spécialités, banque commerciale, banques d'affaires... au profit du modèle de banque spécialisée. Explication de Mallam Sanusi Lamido Sanusi : « Si les actionnaires des établissements bancaires sont libres d'investir leurs ressources dans diverses activités, le capital et les actifs des banques

doivent être protégés de certains types d'affaires aux fins de protection des déposants. Les gens déposent leur épargne dans les banques par souci de sûreté et de sécurité et non pour être placée ou investie dans des business à très hauts risques. »

**La détermination de la Banque centrale**  
Dans le souci de doter le Nigeria d'un secteur financier solide et crédible, la

CBN vient d'ouvrir de nouveaux fronts de réforme : le secteur de la microfinance où elle vient de retirer l'agrément à plus d'une centaine d'établissements de microfinance sur plus de 400 ; et le marché boursier et des capitaux où elle entend mettre de l'ordre dans les activités de courtage. Le gouvernement nigérian travaille à stimuler la croissance et fait du développement de marchés

de capitaux un objectif prioritaire. La CBN entend jouer pleinement son rôle dans cette optique. Car, comme le dira son dynamique et rigoureux gouverneur, « un marché de capital diversifié est une étape nécessaire pour que le Nigeria devienne une économie financière développée ». Et pour réaliser cet objectif gouvernemental et permettre au pays de devenir la puissance régionale qu'il

est censé devenir, aucune réforme n'est trop grande ou impossible à tenir pour la CBN. Celles-ci portent déjà leurs fruits. Alors qu'en 2004 aucun établissement bancaire nigérian ne figurait dans la liste des 1 000 premières banques du monde, aujourd'hui, le pays place dans ce classement pas moins de douze banques sur les vingt-quatre en activité.

STÉPHANE AMANI

## La première génération de réformes

### Les articulations de la réforme

- Fixation péremptoire de la capitalisation minimale des banques à 25 milliards de nairas avec obligation comminatoire des établissements bancaires de s'y conformer avant le 31 décembre 2005.
- Consolidation des organismes bancaires par fusion et acquisition.
- Adoption d'un cadre réglementaire basé sur des règles et l'évaluation des risques.
- Aucune tolérance à l'intérieur du cadre réglementaire, notamment en matière de production de données/informations et de reporting financier.
- Automatisation du processus de reporting par les banques et autres institutions financières via un système électronique d'analyse et de surveillance financières (e-Fass).
- Application stricte du plan de

contingence dans le cadre des alertes du système bancaire.

### Les défis consubstantiels à la réforme

- Le coût énorme des consolidations, qui pouvait être un facteur de découragement des banques.
- Le manque d'expérience nationale et de savoir-faire technique dans le domaine des consolidations à grande échelle.
- Le volume des comptes en défaut et le stock des prêts non productifs des établissements bancaires qui sont susceptibles de fausser les bilans des banques émergentes.
- La possibilité d'un afflux d'argent blanchi vers le système bancaire du fait d'une capacité de surveillance inadéquate pour assurer efficacement la pléthore de vérifications de capital préalable à la

recapitalisation des banques.

- Une possible position dominante du gouvernement dans le capital de certaines banques avec des risques sur la gouvernance des établissements émergents.

### Quelques bénéfices de la réforme

- Les 25 banques (sur un total de 89) qui ont émergé de l'exercice de consolidation ont représenté 93,5% des passifs de dépôt du système bancaire. Pendant le processus de mise en conformité avec l'obligation de capitalisation minimale, les établissements bancaires ont levé 406,4 milliards de nairas sur le marché des capitaux, dont 360 milliards furent vérifiés et acceptés par la CBN. Le processus a également conduit à un influx de 652 milliards de dollars US et

de 162 000 livres sterling britanniques en investissement étrangers directs (IED).

- La capitalisation totale du système bancaire nigérian a explosé, passant de 327 milliards de nairas avant l'implémentation du programme de consolidation pour atteindre 755 milliards de Nairas. Ainsi les banques nigérianes pouvaient dès lors participer activement au financement de transactions majeures, particulièrement celles de multinationales opérant dans les hautes sphères de l'économie – pétrole et gaz, télécommunications, aviation... –, et combler leurs besoins de capitaux d'emprunt.
- La consolidation a renforcé les banques nigérianes, augmentant le flux des transactions commerciales et financières internationales, de sorte que davantage de banques ont accédé à des lignes de crédit de banques étrangères. De plus, la

quasi-totalité des banques qui ont émergé du processus sont cotées en bourse. Toute chose qui a induit une prise de participation plus large et réduit l'existence d'établissements bancaires sous contrôle familial, coutumiers de pratiques d'initiés abusives.

### Quelques coûts de la réforme

- Un soutien financier de 40 milliards de nairas de la BCN, particulièrement sous forme de financement de période de grâce pour certaines banques.
- Perte et suppression de plusieurs milliers d'emplois.
- Une réduction du réseau d'agences avec la suppression de certaines des 3 382 filiales que comptait sur l'ensemble du territoire les 89 établissements bancaires existant avant la mise en œuvre de la réforme.

S. A.

Sources : Informations CBN

**L'ART DE LA RENCONTRE**  
**MEETING IS AN ART**

لايكو Laico  
OKOUME PALACE  
HOTEL

Bamako • Bata • Bissau • Brazzaville • Dar-Es-Salaam • Djibouti • Erbil • Hammamet • Kigali • Libreville • Niamey • Ouagadougou • Tunis

www.laico-hotels.com

**UBA**  
United Bank for Africa

**UBA Africash**  
**L'Afrique... Unie par un service de transfert d'argent**

- Transfert d'argent en temps réel
- Paiement en monnaie locale ou en devises

DÉJÀ DISPONIBLE DANS TOUTES LES AGENCES UBA À TRAVERS LE MONDE...

Afrique • Londres • New York • Paris

www.ubagroup.com Africa's global bank



Accra, la capitale du Nigeria, concentre l'essentiel des établissements bancaires.



# Les télévisions africaines fleurissent à Paris !



**La capitale française est depuis longtemps un lieu de prédilection pour la diaspora africaine. Il n'est donc pas étonnant que des entrepreneurs issus de nombreux endroits du continent l'aient choisie pour y développer des sociétés de productions et de diffusion audiovisuelle. Passage en revue de ces multiples initiatives.**

Il est bien loin le temps du monopole des chaînes de télévision publiques qui avaient l'exclusivité de nos petits écrans. Car au-delà des considérations politiques, les contraintes financières et techniques qu'exige la création d'une télévision étaient un obstacle majeur pour les promoteurs privés qui laissaient le champ libre aux États, seuls à même de mobiliser les moyens, d'autant qu'ils la considéraient comme un outil essentiel au lendemain des indépendances pour la construction nationale. Il faut dire que dès 1833, Alexis de Tocqueville, politicien et historien français, plaçait dans son ouvrage *De la démocratie en Amérique*. Fort de ce constat, le vent de démocratisation qui a soufflé sur le continent africain dans les années 1990 a permis à plusieurs pays de libéraliser ce secteur stratégique, conduisant à la création de près de 300 chaînes privées dans 44 pays d'Afrique subsaharienne qui se partagent 700 millions de téléspectateurs. La pionnière, Téléafrique, a ouvert la voie en 1985, suivie par de nombreux autres comme le numéro un Sénégalais de l'industrie musicale, El Hadj Ibrahima Ndiaye, avec le rachat en 2002 de la RTS 2S publique, devenue 2STV lancée en 2003. Ou l'entrepreneur camerounais Colin Ebaroko Mukete, actionnaire majoritaire de MTN Cameroun et créateur de Spectrum TV,

sans oublier l'homme d'affaires béninois Christian Lagnidé, fondateur du groupe LC2 et détenteur pour l'Afrique des droits de diffusion de la Coupe d'Afrique des Nations depuis 2003 et jusqu'en 2016.

**Une volonté de cibler la diaspora**  
Après avoir conquis le marché national, l'appétit des opérateurs du secteur privé de l'audiovisuel africain a grandi avec une visée internationale. Il faut dire que le secteur est juteux au regard des chiffres avancés par l'Union africaine concernant cette diaspora qui regroupe l'ensemble des personnes d'origine africaine vivant hors d'Afrique. Indépendamment de leur citoyenneté et nationalité, ils seraient environ 112,6 millions en Amérique du Sud, 39,2 millions en Amérique du Nord, 13,5 millions dans les Caraïbes et quelque 3,5 millions en Europe. Au-delà de ces chiffres, la France, qui a tissé des liens particuliers avec de nombreux pays du continent en raison de son passé de puissance coloniale, est devenue au fil du temps une plaque tournante, notam-

ment pour les Africains francophones. Lorsqu'ils choisissent de s'établir dans l'Hexagone, leur préférence va à la capitale où résident quatre immigrés sur dix selon les chiffres de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), sur une population estimée à plus de 600 000 personnes. La région parisienne est le lieu tout indiqué pour sortir de l'ombre et percer le petit écran, comme l'a fait en octobre 1998, à Montreuil, TéléSud, créé par la Société à responsabilité limitée TSA (Télévision par satellite pour l'Afrique) au capital social de 13 720,41 euros, qui passera le relais au 25 janvier 2002 à la Sarl Wiam (Wireless and Internet Afromedia) dans l'exploitation de la marque 3A TéléSud, avec un capital revu à la hausse. La chaîne généraliste, qui emploie une centaine de personnes (salariés et auto-entrepreneurs)

prévoit de déménager prochainement de Cognacq-Jay Image, berceau de la télévision française où son loyer mensuel dépasse les 20 000 euros, pour Boulogne-Billancourt ; un probable changement d'adresse après la no-

mination en novembre dernier d'une nouvelle équipe dirigeante composée d'Aurélien Delpyroux, gestionnaire, et de Bernard Volker, directeur de la chaîne et directeur adjoint de l'école de journalisme de Sciences Politiques, qui avait en charge le service de politique étrangère de TF1 jusqu'en octobre 2007. Une expertise qui va peut-être permettre à la première chaîne qui se veut « afro-européenne et panafricaine » – visible en France, en Europe et en Afrique sur le petit écran et accessible à tous via Internet – de se tisser une crédibilité qui lui fait défaut. Il reste toutefois pour cette société à résoudre le problème d'un déficit dû en partie à l'absence de véritable politique commerciale, pourtant incontournable au sein de toutes les grandes chaînes de télévision françaises, comme le Groupe TF1 SA, dont les revenus publicitaires représentent 57,4% du chiffre d'affaires.

#### Des moyens à la mesure des ambitions

Mais pour attirer les annonceurs, il faut indéniablement passer par une mesure d'audience. Un chemin emprunté par Africa 24, chaîne d'information africaine en continu lancée le 12 mai 2009 avec une valorisation déclarée de 50 millions d'euros et un budget annuel avoisinant les 4,9 millions d'euros. Cette chaîne ambitieuse de rentabiliser l'entreprise d'ici à 2013 en s'appuyant sur deux agences de publicité, dont l'une créée en 2002 par son fondateur, Constant Nemale, baptisée Etnium, qui gère les annonceurs étatiques et institutionnels comme le Tchad ou le Cameroun qui ont dépensé pour leur publicité de 200 000 à 600 000 euros. L'autre est en charge des annonceurs privés, la régie du groupe public français France Télévisions Publicité International, souscripteur depuis octobre 2009 du dispositif d'étude Africascope, réu-

nis autour de l'équipe Média de TNS Sofres qui veut se positionner comme la référence des études d'audience de la télévision et de la radio en Afrique Francophone en étudiant annuellement depuis 2007 quatre pays (le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, et la République démocratique du Congo), auxquels se sont ajoutés, en 2010, le Mali et le Gabon.

Si le tout info est pour l'heure l'exclusivité d'Africa 24 à Paris, la thématique musicale connaît un réel engouement à l'image de MBOA TV, au capital de 100 000 euros, première télévision musicale et culturelle africaine créée par le couple Isabelle Fascia (directrice administrative et financière et responsable marketing) et Jacques Ekeke (président directeur général), avec un lancement sur la Toile en 2006, avant de trouver sa place sur le petit écran en 2008 et de lancer son trimestriel gratuit *MBOA Magazine Urbain*, une publication qui vise une fidélisation de sa cible, les 15-35 ans. Un marché où des professionnels ont l'avantage de l'expérience comme M6 Music Black, déclinaison de la chaîne musicale M6 Music, créée le 10 janvier 2005, et Trace Tropical, du groupe Trace, en activité depuis 2003 et présente dans 130 pays. Elle est la première chaîne musicale internationale exclusivement dédiée aux musiques noires, urbaines, africaines et caribéennes, diffusées gratuitement, avec un point essentiel pour les artistes : le paiement des droits d'au-

teurs, une enveloppe de 650 millions de francs CFA en 2007.

#### De la diversité dans les programmes

Pour ne pas se heurter aux grandes machines bien huilées, certains inventent leur propre concept « infomusement » avec la chaîne Ubiznews qui a fait ses premiers pas sur Internet avant de se forger une place sur les petits écrans avec une grille comprenant des « news » à 60%, du « show » à 20% et du « biz » à 20%, comme l'a imaginé son créateur Amobé Mévégué. Cet animateur et producteur (depuis une vingtaine d'années, notamment sur RFI) s'est lancé dans l'aventure avec son frère Mévégué Ongodo Patrick, avec lequel il gère conjointement la Société Afrobiz Communications, au capital de 31 000 euros et montée en 2005. Une autre figure de l'audiovisuel africain lui a emboîté le pas : Ephrem Youkpo, à la tête de la structure X-Pol, créée en 2004 avec un fonds de 12 500 euros dont le projet Africa Comedy Club, première télé-réalité consacrée aux humoristes africains. Ce projet vise près de 100 millions de téléspectateurs dont il aimerait attirer un grand nombre sur sa chaîne de télévision en gestation, qui aura pour nom Sud Première. Une chose est sûre : ce ne sera ni la première ni la dernière à vouloir apporter ses lettres de noblesse à l'audiovisuel africain.

CHRISTIANE REVENO

**wifly™**  
Internet Haut Débit

*Le choix de la performance*

Libreville  
Immeuble CFAO  
en face du Campagnard  
Tél : +(241) 76 13 22 / 24 / 26

Port-Gentil  
Galerie Corail à Cora Wood  
Route du Nouveau Port  
Tél : +(241) 04 15 99 98

le réseau des décideurs et entreprises du Gabon

**ALUMINIUM**  
Une explosion de couleurs

**La Tôle, la Qualité!**

SIMPLES À POSER

**SOTRALGA**

- Bac alu
- Tôles ondulées
- Faitières
- Fixations

ALUMINIUM PUR  
SOTRALGA

# L'automobile, plus que jamais high-tech



**Les prototypes présentés lors du dernier Salon international de l'automobile et accessoires de Genève ont dévoilé une multitude de nouveaux équipements qui vont révolutionner la voiture de demain. Et si l'apparition de l'électronique a permis en son temps de franchir une nouvelle étape, c'est aujourd'hui l'environnement numérique qui fait l'objet de toutes les attentions de la part des constructeurs.**

**C**e 81<sup>e</sup> Salon international de l'automobile et accessoires qui s'est tenu à Genève (Suisse) du 3 au 13 mars dernier a permis aux constructeurs de présenter une large panoplie d'innovations high-tech conçues pour améliorer la sécurité, mais aussi de décliner les nombreux services multimédias embarqués. Les prototypes présentés à Genève préfigurent l'environnement automobile de demain, comme en témoignent les innovations observées sur le stand BMW : des capteurs qui analysent les configurations de la route, un pare-brise qui affiche des contenus virtuels et un ordinateur de bord synchronisé avec son smartphone pour pouvoir lire ses SMS, consulter son planning, tout en évitant les embouteillages... Sans oublier le Vision ConnectedDrive qui, connecté à Internet, permet d'être informé des places de parking disponibles, avant d'effectuer le stationnement en mode automatique. Même si ce dispositif n'est pas encore destiné à la commercialisation,

il donne un bel aperçu des multiples applications qui sont amenées à équiper nos véhicules dans un futur proche.

#### Quand la Toile s'invite à bord

Car après l'électronique, c'est bien le numérique et le « tout connecté » qui mobilise les constructeurs automobiles. S'ils sont souvent proposés en option, les dispositifs de pointe en la matière s'invitent progressivement dans le catalogue des marques. BMW, Audi, Mercedes ou encore PSA Peugeot Citroën proposent ainsi, selon les modèles, des solutions pour se connecter à Internet depuis l'habitacle. Par le biais de leur

connexion Wi-Fi, les passagers peuvent surfer depuis leur ordinateur portable, tandis que le pilote profite de services Web sur son écran GPS (informations touristiques, annuaire en ligne, données pratiques, etc.). L'américain Ford a également exposé son arsenal technologique (SYNC), une interface qui équipera prochainement la nouvelle Focus et qui permet de gérer de nombreuses fonctionnalités high-tech de bord. Elaboré avec Microsoft via Michelin et Nuance, le spécialiste de la reconnaissance vocale, SYNC, permettra de connecter à la voiture un baladeur audio, un DVD portable ou une carte SD, mais aussi de comprendre

en dix-neuf langues jusqu'à 10 000 commandes dictées par le conducteur. Le high-tech était aussi au rendez-vous chez le suédois Saab qui a présenté un prototype de la Phoenix, le premier modèle de voiture dont les équipements de bord ont été mis sous Android, la plateforme logicielle de Google qui équipe déjà de nombreux smartphones et Tablet PC grâce au système IQon. Grâce à une série de capteurs disposés dans le véhicule, ce prototype doit permettre à Saab de développer un écosystème de nouveaux logiciels pour alimenter ses prochaines berlines. Déjà mises en avant lors des derniers salons de Las Vegas et Barcelone, les tablettes tactiles occupaient également une bonne place parmi les solutions high-tech exposées à Genève. L'allemand Volkswagen a ainsi présenté la New Bulli qui dispose d'un iPad connecté au circuit électronique de l'ha-

bitacle. Les passagers devraient même pouvoir l'utiliser pour régler la climatisation ou activer les feux de détresse. On a aussi retrouvé le iPad d'Apple dans le luxueux Range Rover Autobiography Limited Edition, accroché à l'arrière des deux sièges avant et offrant aux passagers des divertissements, vidéos, Internet et diverses applications. D'autres vont plus loin, par exemple le Rinspeed Bamboo, concept-car dans lequel la tablette HTC Flyer sous Android fait office de tableau de bord.

#### Une préoccupation qui demeure : la sécurité

Les services multimédias n'ont pas été les seuls à bénéficier des nouvelles technologies, c'est également le cas de la sécurité qui fait l'objet de toutes les attentions des constructeurs depuis plusieurs décennies. Plusieurs modèles présentaient à Genève des capteurs et des caméras extérieures conçues pour assister le conducteur et prévenir les risques d'accident. L'Opel Eye, par exemple, présente un système permettant de lire les panneaux routiers et le marquage au sol et destiné à informer le pilote lorsque celui-ci roule trop vite ou fait des écarts de trajectoire. Chez Mercedes-Benz (nouvelle Classe E, Classe S 400 Hybrid, etc.), les capteurs sont implantés dans le poste de pilotage afin de surveiller l'état de fatigue du pilote. Le dispositif analyse des dizaines de paramètres (oscilla-



Les visiteurs du dernier salon de Genève ont pu découvrir la Saab Phoenix Concept Car, dont les équipements de bord ont été mis sous Android, la plate-forme logicielle de Google.

tions du volant, clignements des yeux, etc.) et peut prévenir le risque d'endormissement et en avertir le pilote par des signaux lumineux ou sonores. De son côté, le suédois Volvo a pensé pour sa dernière berline S60 à un système de détection des piétons par radar et caméra. En associant les deux technologies, ce système de sécurité permet de localiser un piéton ou un obstacle sur la trajectoire

et, en cas d'urgence, le dispositif avertit le conducteur. S'il ne réagit pas et que la collision est imminente, le système prend seul l'initiative de déclencher le freinage d'urgence. Une innovation remarquable qui permettrait d'éviter la collision à moins de 25 km/h et de réduire autant que possible la vitesse d'impact (et donc la gravité des blessures) si la voiture roule plus vite.

#### Vers des voitures sans conducteurs ?

Enfin, cerise sur le gâteau, on s'achemine bel et bien vers un système de pilotage automatique adapté à l'automobile. Eh oui, vous ne rêvez pas, la voiture sans conducteur est plus jamais envisageable dans les années à venir. Le suédois Volvo a ainsi bénéficié du soutien de l'Union européenne pour réaliser le premier essai grandeur nature de conduite robotisée en convoi. Sur une autoroute, un conducteur professionnel mène un train de véhicules qui, grâce aux technologies embarquées, peut mesurer la distance de sécurité et s'adapter à la position des autres voitures. Cette solution de conduite automatisée permettrait de réduire la pollution et les accidents liés à la fatigue. Google, le géant de l'Internet, se pencherait même sur ce projet avec la mise au point de concept-cars totalement autonomes et intégrant tous les paramètres de la conduite civile. Fin 2010, des prototypes de « Google Car » embarquant radars, capteurs sensoriels, caméras, GPS en 3D, ou encore télémètres laser, ont parcouru seuls plusieurs milliers de kilomètres en Californie. L'expérience a été probante puisque les prototypes ont respecté la signalisation routière, les arrêts aux feux tricolores, les limitations de vitesse et le trafic urbain et autoroutier. Prière d'attacher sa ceinture, l'automobile nouvelle va bientôt décoller...

Diego Essandone

**50 ANS EN AFRIQUE CA SE FÊTE !**  
**Pour vous REMERCIER de votre FIDÉLITÉ, TOYOTA vous offre des TARIFS EXCEPTIONNELS\***

**TOYOTA 3 ANS**  
 \*3 ans ou 100 000 km le premier atteint, pour tout véhicule entretenu par TOYOTA GABON

**TOYOTA GABON** Libreville - B.P. 31 - Tél. : 07 08 26 04 / 06 22 05 69  
 Fax : 00 33 1 73 76 95 39 - E-mail : toyota.gabon@groupeogafic.com - www.toyotagabon.com

SOGAFRIC

# Afrique : « Une terre d'innovation. »



Depuis des décennies, Bull a bâti une présence durable au Gabon. Sébastien Brachet, Directeur Général de Bull pour la sous-région, évoque ce marché en plein essor.



## Quelle est la place des nouvelles technologies en Afrique subsaharienne ?

Bien qu'il y ait de très fortes disparités entre les pays, tous accordent une importance stratégique aux nouvelles technologies. Renforcer les infrastructures réseaux, qui étaient très en retard, est aujourd'hui une priorité. On le voit avec la récente mise en place de liaisons sous-marines par fibre optique entre l'Afrique et les autres continents. Pour les gouvernants, la technologie est essentielle car elle permet de déployer des services qui répondent à des besoins élémentaires : services administratifs, éducation, communication, paiement... Par ailleurs, le développement du Gabon Numérique favorise des projets de plus grande ampleur. Il y a donc de l'appétence pour la technologie, des moyens pour investir, mais aussi des compétences : chez nos clients, publics comme privés, nous avons toujours des interlocuteurs extrêmement qualifiés et expérimentés.

## Les investisseurs privés sont-ils à l'unisson de ces efforts publics ?

Absolument. Les faibles taux d'équipement et de bancarisation rendent la région très attractive pour les opérateurs privés. On voit d'ailleurs émerger de plus en plus d'acteurs régionaux, originaires du Maghreb, d'Afrique du Sud... Ce sont des entreprises ambitieuses qui ont une stratégie d'expansion géographique et qui misent sur l'innovation technologique pour se différencier sur des marchés extrêmement concurrentiels. Les solutions de stockage sécurisées que Bull Gabon a déployées chez les opérateurs Télécoms (Zain, Moov) et dans le secteur pétrolier, par exemple avec Perenco, ont apporté un avantage compétitif significatif.

Enfin, nos solutions réseaux et téléphonie sur IP Cisco ont permis à de nombreuses sociétés d'optimiser la qualité et les coûts télécoms.

## Y a-t-il des spécificités en termes de systèmes d'information ?

L'Afrique est une terre d'innovation, car il ne s'agit pas de répliquer des choses qui ont pu fonctionner ailleurs mais bien d'inventer des solutions adaptées à des contextes particuliers. Dans le domaine de

l'infrastructure, par exemple, l'expertise, les technologies, le support que Bull apporte à ses clients africains sont exactement les mêmes que dans les pays occidentaux, autour de la consolidation et de la virtualisation notamment.

De plus, il faut tenir compte de contraintes locales de fonctionnement de ces infrastructures qui peuvent être plus difficiles qu'ailleurs, il ne faut rien négliger si on veut obtenir des niveaux de service satisfaisants. La force de Bull est d'être présent en Afrique depuis des décennies et donc de bien connaître ces questions. Même si nous ne sommes pas responsables des environnements, le client doit pouvoir compter sur Bull Gabon pour lui apporter des solutions fonctionnelles et fiables.

## La connaissance du terrain est-elle un critère de choix important pour vos clients ?

Elle est essentielle car, en raison des aléas, l'exigence de suivi est très forte. Quand on met en place des systèmes fiscaux, douaniers, bancaires ou télécoms, on ne peut pas risquer de voir son prestataire quitter le pays au premier coup de vent. C'est pourquoi il faut avoir une présence durable et connaître l'environnement, les hommes, les métiers... Quand les administrations se transforment pour améliorer les services aux citoyens, les enjeux informatiques touchent le cœur du système d'information, les utilisateurs, le réseau, la dématérialisation, ... La technologie transforme l'activité et les clients attendent de BULL GABON que nous les accompagnions dans ces mutations. Au fil des déploiements, nous cultivons donc des compétences techniques, projets et métiers complémentaires.

## Quelle est votre organisation pour faire face à ces exigences ?

Bull est présent depuis une trentaine d'années en Afrique centrale, une cinquantaine d'années en Afrique de l'Ouest. A travers nos filiales locales et un réseau étendu de partenaires nous assurons le service dans 25 pays. Les relations entre les filiales et le siège sont très étroites, ce qui permet à nos clients de bénéficier de toute la force du groupe en termes de ressources et d'expertise.

Lorsque nous déployons avec le Trésor Public du Gabon notre solution de paiement électronique par cartes à puce pour les agents de l'état, c'est une première en Afrique. Ce projet Monétique, innovant sur le plan technologique, a soulagé les usagers comme l'administration. Non seulement elle a permis de bancariser une population qui jusqu'alors était réticente, voire exclue du système bancaire, mais elle a eu un impact immédiat sur la qualité des services du Trésor.

L'équipe projet, pilotée par Bull Gabon, comprend des personnels issus de différents pays. Cette imbrication des niveaux local, régional et groupe, ce maillage serré, cette présence durable, apportent à nos clients une garantie d'engagement, d'expertise et de disponibilité jamais démentie. La crédibilité ne se bâtit pas en un jour. Pour nous, chaque projet, chaque client, est un investissement.

## Quelles sont vos perspectives de développement ?

Le Groupe Bull est présent sur de nombreux sujets clés : l'administration numérique, les douanes, les postes, les télécoms, l'infrastructure, le stockage, la sécurité... Sur nos cibles principales, le secteur public et les grands opérateurs de réseaux privés, banque et télécoms, le potentiel est considérable. Nous sommes également prêts à monter en puissance sur l'infogérance dont le besoin émerge. L'acquisition de différentes sociétés nous ouvre par ailleurs des possibilités nouvelles, dans la défense, la sécurité intérieure, les transports, notamment les infrastructures portuaires et aéroportuaires, l'énergie... De façon générale, les perspectives sont très positives. Nous espérons une croissance à deux chiffres en 2011, notamment grâce aux synergies régionales.



Vos données sont précieuses

# Bull Gabon

Intégrateur de solutions de stockage, Bull Gabon réunit un ensemble unique de compétences, d'outils et de partenariats afin d'accompagner ses clients dans la conception et la mise en oeuvre d'une stratégie de gestion, de protection et de valorisation de leur actif informationnel.

Bull Gabon: tél. 76 07 61  
mail bull.gabon@bull.co.ga



partout pour vous, il y a tsg

- transport de personnel
- transport vip
- location longue durée
- location courte durée

### Nous apportons Service, Qualité et Réactivité

à nos clients pour qui le respect du délai est une valeur primordiale

Autour du transport de personnel TSG, Transport Service Gabon a su créer des pôles de capacités complémentaires lui permettant d'élargir ses offres de services. Vous pouvez vous appuyer sur l'expérience et le professionnalisme du personnel de TSG pour mener à bien vos projets.

B.P. 1583 Libreville - GABON  
zone industrielle d'Oloumi -  
Tel. : +241 77 84 06 / 77 55 94 / 77 26 05 / 77 26 15  
tsg@tsga.net

## SHOPPING HIGH-TECH

# iPad2 : plus puissant, plus pratique !



**Il arrive déjà sur le marché européen ! Moins d'un an après la présentation de l'innovation Apple la plus attendue de ce début de siècle, la marque à la pomme présente un nouveau modèle de son Tablet PC, avec un design plus fin, deux appareils photo numériques, un OS mis à jour, de nouveaux accessoires... et tout cela pour un coût moins élevé que son prédécesseur.**

Le géant américain Apple a levé le voile il y a tout juste quelques semaines sur la nouvelle version de sa fameuse tablette PC, le iPad2. Pour sa nouvelle génération de tablette, Apple conserve les fondamentaux du iPad, que ce soit en termes de design ou de diagonale d'écran. De l'extérieur, on ne remarquera que l'apparition de caméras, mais c'est sous la coque que les innovations foisonnent, avec un processeur double cœur doté d'un circuit graphique plus puissant. A peine un an après le lancement du iPad, qui a ouvert un marché dont beaucoup doutaient, Apple entend bien conserver le leadership sur ce nouveau segment qui amorce, plus vite que prévu, une petite révolution dans nos habitudes. Sur le plan esthétique, le nouveau venu ne révèle pas de grands changements et conserve le charme épuré de son prédécesseur. L'écran de 9,7 pouces occupe toujours le cœur de la tablette dont la coque a été, par contre, déclinée en blanc et noir. Des coloris qui ne concernent toutefois que la bordure de l'écran. La nouvelle version est

plus fine avec 8,8 mm d'épaisseur contre 13,4 mm pour le iPad. Cette nouvelle version est aussi légèrement plus compacte puisqu'on passe de 18,9 cm de large à 18,5 cm. Le poids de l'appareil a également été allégé, de 690 grammes pour le modèle 32 Go WiFi de première génération à 604 grammes pour le même modèle de seconde génération. Avec des arêtes dorénavant arrondies, la prise en main s'en trouve considérablement améliorée.

#### L'arrivée de deux webcams

En dessous de l'écran, on retrouve le traditionnel bouton central tandis que le rebord droit de l'appareil comporte le bouton de réglage du volume et celui de verrouillage. Au sommet de l'appareil, on retrouve un bouton de mise en marche et une prise casque au format mini-jack. Son socle présente un connecteur dock iPod et le constructeur a apporté des améliorations à la coque afin que le son du haut-parleur soit plus audible.

Très attendues, les webcams font leurs apparitions sur le iPad2. L'une est placée sur

la partie supérieure gauche du dos de l'appareil, et l'autre en position centrale, juste au-dessus de l'écran. La première va permettre la prise de photos et vidéos tandis que la seconde se destine principalement à l'utilisation de FaceTime, le service de vidéo conversation d'Apple. On regrettera toutefois les capacités un peu bridées de ces caméras au niveau de la qualité et de la mise au point. Que vous utilisiez la caméra frontale ou celle située sur le dos de l'appareil, il est possible d'ajuster manuellement la mise au point en tapotant du doigt la zone sur laquelle la mise au point doit être effectuée. Le zoom numérique 5x n'est disponible que sur l'appareil présent au dos du iPad 2 et s'ajuste comme avec le iPhone 4 en faisant glisser le doigt sur la barre de zoom apparaissant à l'écran. Si cette nouvelle version du iPad déçoit un peu en ce qui concerne les photos, il se rattrape sur la vidéo. En outre, cette fameuse application FaceTime présente un environnement qui continue de s'étoffer au fil du temps : si, à ses débuts, FaceTime ne fonctionnait qu'avec le iPhone 4, il est

maintenant disponible sur l'ensemble des ordinateurs Mac, sur iPhone, sur iPad 2 et avec le dernier iPod Touch 4G. Comme sur iPod, la fonctionnalité FaceTime nécessite une connexion Wi-Fi et requiert votre identifiant Apple, généralement l'e-mail ayant servi à activer votre compte iTunes. Il suffit ensuite d'ajouter ses contacts pour pouvoir les appeler. Reste un petit souci, toujours non élucidé : la multiplicité des identifiants FaceTime rend complexe l'opération d'ajout d'un contact... Esthétiquement, le logiciel FaceTime se dote d'une nouvelle icône alors que sa présentation diffère sensiblement de ce qu'on peut voir sur le iPod Touch. On retrouve au lancement de l'application un flux vidéo de la caméra frontale tandis que la moitié de l'écran est recouverte avec la liste des contacts, les favoris ou le listing des derniers appels.



#### Toujours plus de rapidité d'exécution

Sur le plan technique, la nouvelle tablette inaugure un tout nouveau processeur, le Apple A5, basé sur l'architecture ARM avec deux cœurs d'exécution pour une fréquence de fonctionnement réelle de 900 MHz. Cette puce serait deux fois plus rapide que la précédente qui dotait les premiers iPad. Le iPad2 embarque également un processeur graphique intégré signé PowerVR : le SGX543MP2, annoncé comme neuf fois plus rapide que le précédent. Du coup, les performances de ce nouveau iPad dans les jeux pourraient se révéler assez intéressantes. D'autant que du côté de la mémoire vive, Apple fait passer le nouvel iPad à 512 Mo. Enfin, avec un capteur de luminosité et un accéléromètre, il embarque un gyroscope à trois axes pour permettre, à l'instar du iPod

Touch 4G et du iPhone 4, une plus grande liberté dans le contrôle des jeux vidéo. A noter que le iPad 2, dans sa version Wi-Fi, est compatible avec les réseaux 802.11a/b/g/n alors qu'il embarque un circuit Bluetooth compatible avec la norme 2.1 EDR. La mouture 3G de l'appareil se dote quant à elle d'un modem 3G et d'un emplacement micro-SIM permettant d'accéder à Internet en toute autonomie depuis la tablette, pour peu que l'on dispose de l'abonnement adéquat. Également au programme du Pad 2 3G : une puce AGPS.

Du côté de la batterie, Apple annonce une autonomie assez importante d'une dizaine d'heures grâce à trois batteries Lithium Ion qui, comme pour son prédécesseur, chargent par l'interface USB 2.0 mais nécessitent une alimentation de 10 watts.

#### De nouvelles fonctionnalités

Au niveau des logiciels embarqués, le navigateur Safari se dote d'un nouveau moteur de rendu Javascript, Nitro, annoncé comme plus rapide. La fonctionnalité AirPlay est maintenant ouverte et les développeurs d'applications tierces peuvent l'employer, notamment pour diffuser un flux vidéo depuis le iPad 2 vers une Apple TV par exemple. Concernant Airplay, il est aussi désormais possible de diffuser les vidéos capturées avec son iPad vers un périphérique compatible. L'autre nouveauté d'iOS 4.3, c'est la possibilité de configurer le bouton de verrouillage présent sur la tranche de l'iPad. Au choix, il servira à couper le son ou bien à bloquer l'affichage dans la position de votre choix (portrait ou paysage).

Apple complète l'offre logicielle du iPad 2 en fournissant en standard l'application PhotoBooth, bien connue des utilisateurs Mac avec ses effets graphiques ludiques. Par contre, l'application iBooks de lecture des livres électroniques n'est toujours pas installée en standard sur la tablette : il faudra la télécharger en passant par l'AppStore, chose qui vous est proposée au premier démarrage du iPad 2. Apple l'accompagne également d'une version dédiée de iMovie, qui propose des options

similaires à ce que nous connaissions déjà au niveau du montage, avec des thèmes et gabarits prédéfinis et la possibilité d'exporter vos œuvres vers YouTube, Vimeo et Facebook, le tout en HD. GarageBand a aussi été incorporé au iPad2 pour les amateurs de création musicale.

Livré avec un adaptateur secteur et un simple câble USB, le iPad 2 propose divers accessoires pour combler le manque de sortie USB ou de lecteur carte mémoire. On retrouve le kit de connexion pour appareils photo avec prise USB et lecteur de

carte mémoire SD. Cet accessoire n'est pas nouveau. En revanche, Apple propose, et c'est nouveau, un câble avec sortie HDMI. Le iPad n'embarque pas de sortie à ce format, pourtant, avec ce câble, il vous sera possible de relier un téléviseur en HDMI à votre iPad 2 (mais également à votre iPhone 4 et iPod Touch 4G). On profite alors d'un affichage en miroir de l'interface d'iOS, une fonctionnalité exclusive au iPad 2. Les vidéos sont en revanche lues en plein écran. Et le câble dispose d'une entrée dock afin que votre tablette puisse toujours être alimentée alors qu'il est connecté en HDMI à un téléviseur.

Un bilan très positif

Enfin, du côté de la pochette de protection, Apple propose un tout nouvel étui conçu pour le iPad 2. Baptisé Smart Cover, celui-ci ne protège plus intégralement la tablette mais uniquement l'écran. C'est probablement son principal défaut. Déclinée en plusieurs coloris, dont des versions cuir, la Smart Cover a pour particularité de se fixer via un aimant sur le côté du iPad 2. La fixation est instantanée, aisée et précise en termes de positionnement. Le rabat protégeant l'écran

a pour particularité d'être composé de quatre parties qui se plient et se retournent pour créer un support. On distingue deux positions : la première surélevant légèrement l'appareil pour la saisie de texte, la seconde permettant de maintenir le iPad 2 en position paysage pour pouvoir regarder des vidéos ou passer des appels FaceTime. Relativement épaisse, la Smart Cover a pour autre qualité d'éteindre l'appareil dès qu'elle est rabattue sur l'écran et de l'allumer automatiquement lorsque vous le dépliez. C'est assez impressionnant et peut éventuellement être désactivé depuis les réglages du iPad 2. Reste que la Smart Cover pèse à elle seule 130 grammes, qui viendront se rajouter au poids de votre tablette.

En bref, un habitué de la tablette d'Apple ne sera pas dérouté par cette nouvelle version. Parmi les premiers constats formulés à l'usage, les bords arrondis du iPad 2 permettent une bien meilleure prise en main de la tablette des deux mains. Le nouveau processeur A5 lui redonne la réactivité perdue depuis iOS 4. La simple frappe d'un e-mail permet de s'en convaincre : le clavier réagit désormais au quart de tour, et ce, sans aucun délai. Plus fin, plus léger, plus agréable à prendre en main, le iPad 2 est aussi plus rapide alors que sa puissance graphique, et son gyroscope devraient lui ouvrir de nouvelles possibilités vidéo-ludiques. Sans oublier qu'avec cette nouvelle tablette, Apple devient le premier fabricant à proposer un appareil de ce genre avec un processeur double-cœur, sans pour autant compromettre l'autonomie, qui reste très satisfaisante. Aux Etats-Unis, le iPad 2 est proposé à un prix similaire aux anciens iPad alors que l'on retrouve la même segmentation avec des modèles 16, 32 et 64 Go disponibles en Wi-Fi et 3G. Il faut donc déboursier 499 dollars pour un iPad 2 16 Go WiFi, contre 629 dollars pour le même modèle en version 3G, soit un surcoût de 130 dollars.

DIEGO ESSANDONE



## Les bonnes tables d'Economie Gabon +



### LIBREVILLE

**Bateau ivre** | Bord de mer. Restaurant Gastronomique. Ouvert midi et soir du lundi au samedi. Tél. : 44 34 87. GSM : 07 23 24 24.

**Le Sinbad** (ex-Petit Chalut) | Face à la pharmacie d'Oloumi. Restaurant aux spécialités de poisson. Ouvert midi et soir du lundi au samedi. Tél. : +241 05 19 55 55 / 07 51 41 51 / 07 13 01 30.

**Cactus Bar** | Bord de mer, galerie d'Hollando. Bar-restaurant. Ouvert du lundi au samedi matin, midi et soir. Tél. : 07 44 61 99.

**Cigalou** | Owendo Razel. Ouvert tous les jours, midi et soir. Grand buffet dimanche et jours fériés. Tél. : 06 25 18 22.

**Golf Club de Libreville** | Mindoubé. Ouvert du mardi au dimanche, matin et midi. Tél. : 07 44 60 73 / 07 51 41 51.

**Birdy Art** | Face au Conseil économique et social (CES). Ouvert du lundi au samedi de 8h00 à 23h00. Tél. : 06 78 23 80.

**Le Bistro** | Bar-restaurant, ouvert tout les jours, midi et soir sauf le dimanche. Tél. : 73 16 25 / 06 44 45 46.

**Tropicana** | Hôtel-bar-restaurant. Tél. : 73 15 31 / 31.

**Lokua** | Bar-restaurant, ouvert midi et soir du lundi au vendredi et samedi soir. Tél. : (241) 06 83 51 83 / 04 10 34 44.

**Le Phare du large** | Restaurant gastronomique français, ouvert midi et soir. Tél. : 73 02 73 / 07 22 22 22.

### PORT-GENTIL

**Méridien Mandji** | 4 étoiles, au centre-ville et face à la mer (parc à bois de la SNBG). Tél. : (+241) 55 21 03/04/05. Fax : (+241) 55 28 05.

**Le Massena** | Bord de mer, au bout du port môle, au centre-ville. Tél. : (+241) 56 53 16 / 55 31 77. Portable : 05 92 82 05.

**Le Filibustier** | A gauche de l'entrée de la zone portuaire. Tél. (+241) 07 41 91 01.

**Au Bec fin** | Au centre-ville, non loin de l'Hôtel de Ville. Tél. : 07 92 69 59.

**San Lorenzo** (ancien restaurant Jardin de l'Asie) | Au centre-ville, juste à côté de l'hôtel Méridien Mandji. Tél. : 07 41 47 61.

**Café du Wharf** | Bord de mer, en face du port môle. Tél. : (+241) 56 02 19.

**L'Amiral** | Rue perpendiculaire à l'avenue Savorgnan-de-Brazza, non loin du Café du Wharf. Tél. : (+241) 05 30 39 32.

**Le Ranch** | Zone portuaire, entre l'Hôtel du Parc et l'hôtel Le Ranch, presque adossé à un zoo. Tél. : 07 36 63 00.



# CHIVAS



Pernod Ricard Gabon

BP 6415 LIBREVILLE - BATTERIE IV (FACE EL RAPHA)  
prgabon09@yahoo.fr - www.pernod-ricard.fr

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.